

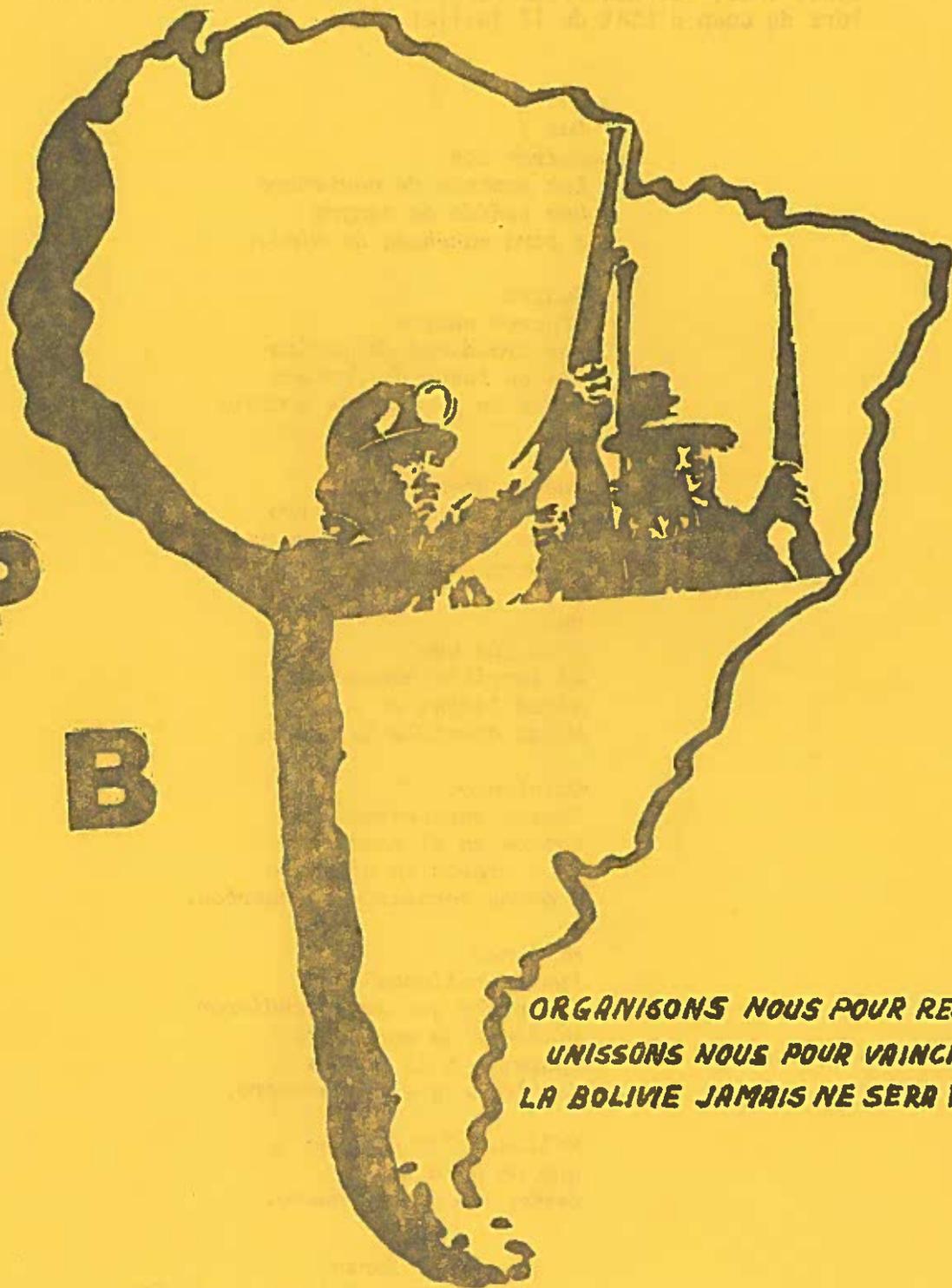
*COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE
PEUPLE BOLIVIEN*

C

S

P

B



*ORGANISONS NOUS POUR RESISTER
UNISSONS NOUS POUR VAINCRE
LA BOLIVIE JAMAIS NE SERA VAINCUE*

SON DERNIER POEME

Nos es en vano est le dernier poème qu'a écrit Marcelo Quiroga Santa Cruz, secrétaire du Parti socialiste, qui fut assassiné lors du coup d'Etat du 17 juillet 1980.

*Dos
Fueron dos
Las semanas de noviembre
Una teñida de sangre
Y otra manchada de miedo.*

*Cuatro
Fueron cuatro
Los traidores de levita
Dos en busca de fortuna
Y dos en procura de nombre.*

*Diez
Fueron diez
Los uniformes de hierro
Cinco sedientos de sangre
Y cinco avidos de fuego.*

*Uno
Solo fue uno
El terrible cancerbero
Mitad lengua de veneno
Mitad colmillo de acaro.*

*Quinientos
Fueron quinientos
Caidos en el sendero
Unos vieron su victoria
Y otros vencieron de muertos.*

*Millones
Fueron millones
Los puños que se encendieron
Millones de corazones
opuestos a la levita
Las balas y el cancerbero.*

*Millones los hombres
que un solo día
Serán uno solo y nuevo.*

*Pablo Zazaal
(Marcelo Quiroga Santa Cruz)*

Présentation

Le Comité de solidarité avec le peuple bolivien reprend ses activités pour réagir contre le récent coup d'état du 17 juillet qui, une fois de plus, essaie d'arrêter le processus de démocratisation de notre pays.

Ce processus a été arraché de haute lutte au dictateur Banzer par la résistance du peuple bolivien. Le général Banzer, qui a gouverné notre pays de 1971 à 1978, a été obligé d'organiser des élections et de laisser les activités politiques et syndicales s'exercer librement.

Notre peuple, au cours des trois élections qui se sont déroulées depuis 1978, a manifesté sa répulsion pour les candidats militaires et a donné, chaque fois, son appui à la gauche bolivienne.

Lors des dernières élections, l'Unité Démocratique et Populaire (U.D.P.) avait obtenu la majorité relative. Appuyés par les autres forces démocratiques et populaires dont le Parti Socialiste (P.S.), Hernan Silez Suazo et Jaime Paz Zamora auraient dû être élus président et vice-président constitutionnels de la Bolivie.

L'U.D.P. et les autres forces démocratiques et populaires se proposaient de respecter le jeu démocratique, les libertés politiques et syndicales et voulaient faire des réformes nécessaires pour améliorer les conditions de vie de la majorité de la population.

Le coup d'état du général Meza, l'un des plus sanglants de notre histoire, a remis en question tous les acquis démocratiques. Des dirigeants syndicaux et politiques, dont Marcelo Quiroga Santa Cruz, chef du P.S., et Gualberto Vega, dirigeant syndical des mineurs, ont été assassinés, des milliers de personnes, dont Juan Lechin Oguendo, secrétaire général de la C.O.B. (Centrale ouvrière bolivienne), ont été emprisonnés. A l'instar des militaires argentins et sous leur direction, les droits et les libertés humaines sont ouvertement violés.

Dès le coup d'état, le peuple bolivien, l'Unité Démocratique et Populaire, la Confédération ouvrière bolivienne (C.O.B.), le Comité de défense de la démocratie (CONADE) ainsi que les autres partis politiques de gauche ont commencé la résistance. Une grève générale a été décrétée, des barricades ont été dressées, des routes ont été coupées, les centres miniers se sont soulevés et déclarés zones libérées.

Cette résistance spontanée s'organise mieux maintenant. Le 6 août, un Gouvernement d'Unité Nationale a été constitué dans la clandestinité.

Face à tous ces événements tragiques, mais aussi en réponse à la résistance du peuple bolivien, le Comité de solidarité avec le peuple bolivien a tout d'abord condamné le coup d'état et fait des efforts pour 1) empêcher la reconnaissance des militaires putschistes, 2) dénoncer et faire en sorte que la répression cesse, 3) demander la reconnaissance du Gouvernement d'Unité Nationale, 4) soutenir la résistance du peuple bolivien et 5) sensibiliser l'opinion publique canadienne et l'informer de la réalité bolivienne.

La solidarité avec notre peuple est importante. C'est pourquoi le Comité presse le Gouvernement canadien d'exercer toute son influence pour que la démocratie soit restaurée en Bolivie. Il lance aussi un appel aux organisations syndicales, aux partis politiques, aux groupes de solidarité et aux autres institutions pour qu'ils aident le Comité à atteindre ses objectifs.

*Le Comité de solidarité avec
le peuple bolivien
C.P. 38
Succursale Bourrassa
Montréal, Québec, Canada
H2X 3E7*

LA BOLIVIE PAYS DE CONTRASTES

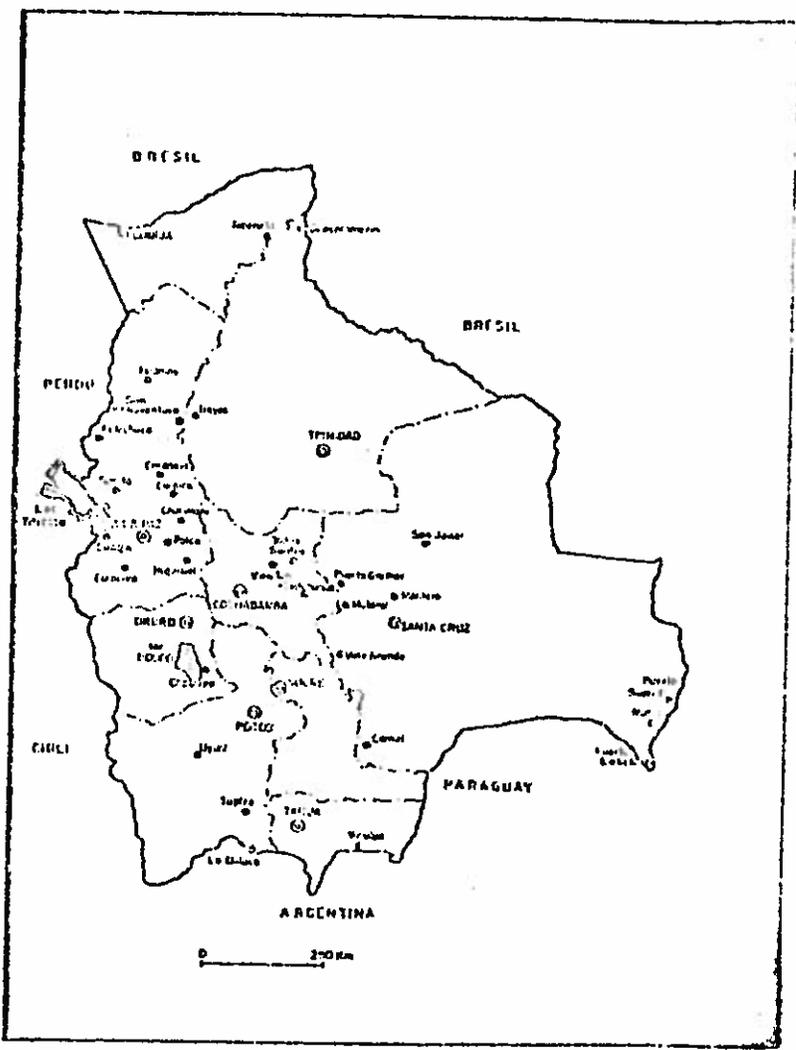
La Bolivie, pays situé au coeur même de l'Amérique du Sud s'étend sur une surface de 1.098.581 kilometres carrés. Ses limites sont: au nord et à l'ouest avec le Brésil, au sud avec l'Argentine et le Paraguay, à l'est avec le Chili et Pérou.

Sa population aproximative est de 5.470.000 habitants, selon les dernières statistiques des Nations Unies (1977). Sa densité de population est la plus basse du continent: 5.8 hab/km².

Du point de vue géographique, la Bolivie se divise en trois grandes zones:

1.- Les hauts plateaux et la chaîne des Andes, région limitrophe avec le Pérou et le Chili, elle comprend les départements de La Paz, Oruro, et Potosi, son climat est froid à cause de la grande altitude auxquelle cette zone se trouve situé (3000 à 4000 mètres au dessus du niveau de la mer). L'économie repose presque entièrement sur la minerie, les principaux produits sont: l'étain, dont la Bolivie esy deuxième productrice au niveau mondiale, l'argent, le zinc, le cuivre. L'agriculture est très oeu développée, on cultive principalement des patates, du blé, du quinoa (cereal très riche).

2.- Les vallées, région montagneuse de climat temperé, elle se prête très bien à l'agriculture pour son climat et l'abondance d'eau, provenant du degel des montagnes des Andes. On cultive du maïs, des fruits



des épices, des légumes, etc.

3.- La région tropicale, comprend les départements qui sont à la frontière du Brésil, son économie est varié; du côté des ressources non renouvelables, par exemple, on exploite le pétrole, le fer, le manganèse et autres. En agriculture on trouve des plantations de canne à sucre, du coton et du riz. Le département du Beni possède des importants élevages des bovins, qui sont destinés au marché interne et à l'exportation.

L'industrie se trouve concentré dans deux villes: La Paz et Cochabamba.

La population de la Bolivie est en grande partie indienne, ils représentaient en 1954, 62.96% de la population totale. Le pourcentage d'indigènes est le plus élevé de l'Amérique Latine, le Guatemala compte 60.48% et le Pérou 39.96%. La proportion des blancs est très faible.

La population de la Bolivie s'accroît moins vite que celle de ses voisins, non pas à cause d'un taux de natalité moins élevé, puisque la Bolivie possède un taux de natalité plus haut que le Chili, l'Argentine et l'Uruguay (estimations de la CEPAL), mais à cause des plusieurs facteurs dont un taux de mortalité très élevé (25/1000 d'après la CEPAL), particulièrement dans les régions des mines où elle atteint fréquemment un taux de 500/1000 durant la première année de vie.

L'émigration est aussi un facteur important. Elle est surtout dirigée vers l'Argentine où vont travailler chaque année, dans la récolte de la canne à sucre, environ 50.000 boliviens. Une partie d'entre eux reste dans cet pays pour grossir les bidonvilles de Buenos Aires. Les mouvements vers les autres pays limitrophes étaient moins importants en nombre, mais restent préoccupants. Depuis 1971, l'émigration forcée pour des motifs politiques a pris d'importance, on estime à plus de 19.000 les personnes exilés par la dictature militaire, et ce, dans l'espace de quatre ans.

EDUCATION ET CULTURE

Les proportions qui atteignent l'analphabétisme en Bolivie sont alarmantes en effet, s'il y a actuellement en pourcentage une diminution du nombre d'analphabètes, le chiffre absolu est plus élevé qu'il y a 20 ans.

Les données de 1950 sont les seules relativement sûres ; à cette date 68% de la population ne savait ni lire, ni écrire et, parmi les indiens seulement 6% étaient alphabétisés. Dans ce domaine la Bolivie dispute la palme à Haïti, seul pays d'Amérique Latine à compter davantage d'illettrés.

A la même date, le Pérou en comptait 59%, le Brésil 51%, le Chili 20% et l'Argentine seulement 14%; les causes sont diverses. Elles tiennent à la dispersion géographique, au bas niveau de vie, et aussi à la diversité des langues parlées. Toutefois, les principales causes sont: le manque d'établissements scolaires primaires et la pénurie d'enseignants: en 1966, sur 952.570 enfants de 5 à 12 ans, 60% seulement, étaient inscrits dans les écoles. La désertion scolaire est également très importante: en 1965, pour les écoles primaires urbaines de l'Etat, le chiffre d'abandon a atteint 49% et pour les écoles rurales d'Etat, 93%. Sur 1000 enfants qui entrent à l'école primaire seulement 210 entrent en secondaire, en fin de cycle, il n'en reste que 63, et, de ceux-là 11 vont à l'université. Cette situation est surtout dramatique à la campagne. La principale cause de la désertion scolaire est l'incorporation des enfants au travail.

En fin, le niveau général, de l'enseignement est très bas, en raison du manque de formation des enseignants. Dans l'enseignement primaire en 1966, 21.4% des professeurs étaient normaliens, et dans le secondaire, sur 5288 professeurs, seulement 3272 l'étaient.

CONDITIONS DE VIE ET SANTE

Une grande partie de la population bolivienne vit dans des conditions insalubres. Les conditions les plus élémentaires d'hygiène ne peuvent pas être respectées, puisqu'il n'y a que 34% des boliviens qui boivent de l'eau potable, dans les villes seulement 50% de la population dispose de l'eau courante. Il existe une pénurie de logements tel que des familles de 5 personnes en moyenne vivent dans deux à trois chambres.

Dans ces conditions, l'espérance moyenne de vie d'un bolivien est de 50 ans, mais, alors que le temps de vie moyen de l'habitant de La Paz est de 58 ans, celui d'un mineur ne dépasse pas 35 ans. Les principales causes sont les maladies infectieuses, les parasites et bien sûr une alimentation déficiente et le manque d'hygiène.

L'équipement sanitaire est en effet un des plus insuffisants de l'Amérique latine: 1.5 lits d'hôpital pour 2000 habitants, 25 médecins pour 100.000 habitants, 488 infirmières diplômées pour toute la Bolivie (1965). Toutefois, ceci ne reflète pas de façon exacte la situation sanitaire du pays, puisque les professionnels sont concentrés dans les villes.

ECHELLE DES SALAIRES ET NIVEAU DE VIE

La pauvreté du pays se reflète par la très basse moyenne des salaires. A peu près 60% de la population (ceux qui vivent de l'agriculture), a une entrée per- capita de 75 dollars par année, seulement un petit pourcentage de la population a des revenus de 1200 dollars par année.

Dans des secteurs comme l'industrie minière ou pétrolière le salaire d'un ouvrier ne dépasse pas 1.50 dollars par journée de travail de 8 heures, les militaires occupent une place privilégiée, ainsi si l'on compare les salaires des militaires et des enseignants:

<u>Salaires de base par mois, en dollars US:</u>			
Categories:	Salaires:	Officiers:	Salaires:
<u>d'enseignants</u>			
Première	69\$ US	Général	416\$ US
Seconde	61\$ US	Colonel	352\$ US
Troisième	55\$ US	Lieut-Colonel	323\$ US
Quatrième	50\$ US	Commandant	295\$ US
Cinquième	45\$ US	Capitaine	267\$ US
Sans Catégorie	38\$ US	Lieutenant	241\$ US
		Ss-Lieutenant	216\$ US

Chiffres tirés de "Guerrilleros y generales sobre Bolivia". Editorial Jorge Alvarez, 1968, Buenos Aires.

D'après le rapport annuel des Nations Unies (1977), le taux de chômage est de 13%, toutefois il faut tenir compte que ce chiffre réfère à la population active, les femmes ne sont pas considérées là-dedans, puisqu'elles ne travaillent pas à l'extérieur, en general. La population active était estimée à 41.5% en 1965.

Ce texte ne fait que donner quelques renseignements sur la Bolivie, au cours des prochaines numéros nous continuerons dans notre tâche de broser un tableau sur la Bolivie.

Sanglant exemple d'impossible démocratisation

BOLIVIE: L'AFFRONTMENT

Par Yvon Le Bot

TROIS élections générales, quatre coups d'Etat et deux bains de sang en deux ans ont prouvé, s'il en était besoin, qu'en Bolivie la gauche est majoritaire dans le pays et qu'une armée, souvent qualifiée à juste titre d'« occupation », s'oppose par tous les moyens à son arrivée au pouvoir.

Au regard du dernier en date des coups d'Etat, le « massacre de la Toussaint » (novembre 1979) (1) apparaît comme une essai brouillon — et manqué — de retour à la dictature. « Les aventures électorales sont terminées », a déclaré le général Luis García Meza en assumant le pouvoir au lendemain du 17 juillet. Cette fois, les putschistes, après avoir surmonté les divisions au sein des forces armées, n'ont pas cherché à ménager les susceptibilités de la classe politique, ni à s'y faire des alliés. Ils ne se sont pas non plus trompés de cible : dès les premières heures, ils ont frappé la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et entrepris d'écraser la résistance des mineurs.

Lorsqu'en novembre les militaires durent battre en retraite, ils laissèrent entendre qu'ils ne se retirèrent que provisoirement de la direction de l'Etat. Par la suite, ils ne s'étaient pas privés d'intervenir à de multiples reprises pour rappeler au gouvernement de transition de Mme Lidia Gueiler les limites de son pouvoir. Par exemple, en imposant la nomination du général García au poste de commandant en chef de l'armée de terre. Renforcée par son attitude lors des événements de la Toussaint, la COB apparaissait plus que jamais comme la seule organisation susceptible de rassembler les secteurs démocratiques. En mai, ses dirigeants s'entretenaient avec les chefs de l'armée, qui réaffirmaient leur respect du système démocratique. Finalement, malgré l'incertitude entretenue par la montée de la violence paramilitaire, les élections avaient lieu le 29 juin. Elles consacraient, de manière irréfutable, la victoire de l'Union démocratique populaire (U.D.P.) à la tête de laquelle M. Hernán Siles Suazo avait déjà remporté les scrutins de 1978 et 1979, sans pouvoir concrétiser sa victoire. Avec 38,74 % des voix, le leader de cette coa-

lition regroupant principalement le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), proche de la social-démocratie, et le parti communiste orthodoxe distançait son rival, M. Victor Paz Estenssoro (20,14 %). Celui-ci payait ainsi l'ambiguïté de son attitude lors du putsch précédent. Le général Banzer (16,82 %) confirmait son aptitude à mobiliser les nostalgiques de la dictature, principalement dans les secteurs sociaux privilégiés. Tandis que, à la tête du parti socialiste, M. Marcelo Quiroga Santa-Cruz (8,70 %), en nette progression démocratique, une campagne antimilitariste vigoureuse pouvait avoir sur les classes moyennes urbaines. M. Quiroga, qui aura été une des premières victimes du coup d'Etat, était de surcroît, au même titre que les dirigeants de la COB, une bête noire des militaires.

Les généraux boliviens semblent avoir fait, en matière de coup d'Etat, la synthèse des styles chilien et argentin : ils remplissent les stades et chargent des militaires en civil de faire disparaître les personnalités « gênantes ». Le 17 juillet et les jours suivants ont été marqués par des exécutions et des arrestations massives (dont celle de certains des principaux leaders du mouvement ouvrier : MM. Juan Lechin, Simon Reyes...), par l'intervention des blindés et de l'aviation contre les centres miniers. La junte a décrété l'interdiction de toute activité syndicale. Il est clair qu'au-delà de l'annulation des élections et de l'interdiction des partis politiques, le nouveau pouvoir cherche à briser le mouvement populaire dont les dernières années avaient vu la renaissance, l'unification et la consolidation. Solidement regroupés au sein de la COB, les mineurs, les paysans indiens de l'altiplano et les travailleurs des villes ont répondu par la grève générale, les barricades, les barrages routiers et les combats défensifs. Dans cet affrontement, le rapport de force est terriblement inégal et l'issue de la lutte incertaine. On le sait, le peuple bolivien a déjà montré son étonnante capacité de résistance.

Sous la dictature de Banzer, les mineurs et certains secteurs paysans

constituèrent la base de l'opposition au régime. Les premiers avaient toujours refusé les « coordinateurs » imposés par les autorités et parvinrent en 1976 à réunir un congrès, à la suite duquel les centres miniers furent occupés par les troupes et les principaux dirigeants livrés à la police de Pinochet.

Avant même les élections de 1978, le mouvement syndical entreprit de se réorganiser. Elections à la base, congrès sectoriels, revendications salariales, actions pour rétablir les droits supprimés par la dictature, témoignaient d'une intense activité sociale dont la culmination fut la réunion, en mai 1979, du congrès de la COB, le premier depuis 1970. Ce fut, en particulier, l'occasion de réaffirmer les principes de l'indépendance syndicale et du pluralisme politique (les courants communiste, nationaliste-révolutionnaire, socialiste, trotskiste et anarcho-syndicaliste sont représentés dans la nouvelle direction, alors que les pro-Chinois s'étaient retirés de l'assemblée) ainsi que du pluralisme de classe (les mineurs occupent une place prépondérante mais côtoient les ouvriers d'industrie, les employés, les enseignants, les étudiants, les petits commerçants, etc.). Les organisations paysannes, déjà représentées par des groupes minoritaires, font à l'occasion de ce congrès une entrée décisive dans la centrale, où leur rôle n'a, depuis, cessé de grandir.

Après avoir, une nouvelle fois, en novembre, assumé la direction de la résistance, la COB a continué à prêcher la modération à ses bases et à pratiquer la négociation avec les autorités. Elle ne cachait pas qu'elle n'était pas préparée pour un affrontement armé tel que celui qui vient de se produire et, malgré les divergences d'analyse politique existant en son sein, elle a conjugué tous ses efforts vers un mouvement civil durable. A son initiative s'est ainsi constitué un Comité national de défense de la démocratie (CONADE) dont la réunion inaugurale a donné lieu à une

rencontre historique puisque, pour la première fois depuis de nombreuses années, les quatre leaders de l'ancien M.N.R. (celui de la révolution de 1952), MM. Guevara, Lechin, Paz et Siles, se sont retrouvés autour d'une même table, mais aux côtés de représentants de forces nouvelles éloignées du « Movimiento ».

La Centrale ouvrière a fait preuve de la même volonté de dialogue dans les nombreux conflits sociaux qui ont eu lieu lors des derniers mois. Malgré une augmentation de l'ordre de 35 % des salaires des mineurs en novembre 1978, on calculait, un an après, que le pouvoir d'achat des travailleurs boliviens avait baissé d'environ 38 % depuis 1971. Un programme économique de gouvernement, longuement mûri et discuté au sein de la COB, fut présenté à Mme Gueller peu après son accession au pouvoir. Ce programme, en retrait sur les orientations socialistes du mouvement ouvrier bolivien et qui tenait compte de la dégradation de la situation économique, fut écarté par les autorités qui choisirent de s'en tenir strictement aux injonctions du Fonds monétaire international : dévaluation du peso de 25 %, hausse du prix des carburants.

Il s'ensuivit une inflation telle que Mme Gueller perdit aussitôt le crédit populaire dont elle avait bénéficié à la faveur du retour des militaires dans leurs casernes. Les paysans, touchés par ces mesures au même titre que les ouvriers, décrétèrent une grève de l'approvisionnement des villes. La Paz connut le 4 décembre la plus imposante des manifestations, pourtant nombreuses, de ces dernières années. La lutte n'aboutit cependant qu'à des aménagements partiels des mesures gouvernementales. Les salariés obtinrent la promesse de primes de rattrapage du pouvoir d'achat qui ne leur furent jamais versées dans le secteur privé et seulement après des délais et pressions interminables dans l'important secteur nationalisé. Les réunions pour la fixation du salaire minimal et l'élaboration d'une politique sociale étaient constamment repoussées par le gouvernement. Aujourd'hui la COB peut, à juste titre, prétendre avoir

épuisé dans tous les domaines la voie de la négociation.

Pour les militaires, il s'agit de tenir jusqu'aux élections américaines. Il est difficile de prévoir s'ils y parviendront. L'Argentine, dont plusieurs sources s'accordent à affirmer qu'elle a joué un rôle direct dans le renversement du gouvernement civil, semble prête à les y aider militairement et financièrement. En compétition avec le Brésil pour satelliser le pays de l'altiplano, elle s'intéresse en particulier aux réserves de gaz bolivien, dont elle est déjà un des principaux acheteurs à des conditions préférentielles. Elle pourrait proposer à la Bolivie des relations commerciales susceptibles de compenser une sortie éventuelle du Pacte andin : les quatre autres pays de cette organisation, qui ont aujourd'hui un gouvernement civil, ont condamné le coup d'Etat.

Mais ni l'Argentine ni le Brésil ne peuvent remplacer les Etats-Unis et les pays de la Communauté économique européenne dans le contrôle du marché international de l'étain, non plus que le Fonds monétaire international, dont l'influence sur l'orientation de la politique économique bolivienne s'est considérablement accrue depuis un an. La dette extérieure s'élève à 2,5 milliards de dollars et le service annuel de cette dette absorbe plus de 30 % de la valeur des exportations.

Dans ces conditions, le sort de la résistance intérieure dépendra aussi de l'attitude qu'adopteront les gouvernements des grands pays à l'égard de la junte. Ceux-ci laisseront-ils le général Garcia Meza expérimenter la « démocratie inédite » qu'il a promis d'instaurer ? Dans un premier temps, le département d'Etat américain a annoncé la suspension de son aide économique et militaire à la Bolivie. Maintiendra-t-il cette position ? Les Etats-Unis ont démontré qu'ils s'accommodaient sans trop de difficultés de certaines dictatures sanglantes, tant dans le « cône sud » qu'en Amérique centrale.

(1) Cf. Alain Labrousse, « Un coup d'Etat pour rien en Bolivie ? », *Le Monde diplomatique*, décembre 1979.

MESSAGE AUX BOLIVIENS

(Texte de la Conférence de presse donnée par Hernan Siles Zuzo et Antonio Aranibar Quiroga en un lieu inconnu de La Paz le 25 juillet 1980.)

1. Tout au long des trois dernières années le peuple bolivien a démontré son inébranlable foi démocratique. Soutenu par elle, le pays tout entier a dû affronter de nombreux obstacles et livrer des luttes à armes inégales en d'exemplaires expressions d'héroïsme collectif. Tout cela afin de consolider l'institution d'un régime démocratique et d'un gouvernement produit de la volonté de la majorité, expression de la défense des intérêts nationaux et populaires.

2. Au moment où le long et dur cheminement de la Bolivie à la recherche de sa souveraineté politique et d'une constitution stable arrivait au point culminant, après une impressionnante démonstration de responsabilité civique consacrant la victoire de la formule électorale de l'UDP en laquelle le peuple a mis sa confiance à 3 reprises, la "Contre-Patrie" avec une stratégie de pouvoir historiquement rétrograde, socialement oppressive et nationalement destructive, a surpris le monde entier par sa tentative de convertir la Bolivie en cimetière et les Forces Armées en bourreau de leur propre peuple.

3. La lutte des mineurs, travailleurs d'usine, de la construction et du pétrole, ouvriers, paysans, ménagères, étudiants, religieux, intellectuels, soldats patriotes, hommes et femmes de Bolivie contre cette tentative d'un pouvoir illégitime et irrationnel traverse une situation difficile mais n'a d'aucune façon été vaincu. Le pays connaît, actuellement comme jamais, la plus grande unité sociale et la plus ferme volonté politique contre le fascisme, ses actions de terreur et son gouvernement de destruction nationale. De plus la conscience découlant d'une telle unité et d'une telle volonté s'exprime par des organisations au niveau national qui se trouvent en plein développement.

4. Comme participants et dirigeants du Comité national de Défense de la Démocratie (CONADE), comme Président de l'Unité Démocratique et Populaire et membres de son Comité exécutif et comme candidat présidentiel élu nous prenons le mandat des centaines et milliers de compatriotes morts, prisonniers et torturés dans la lutte pour la démocratie. Nous leur rendons hommage à travers la figure du camarade Marcelo Quiroga Santacruz, valeureux combattant et défenseur de ses idéaux assassiné lâchement par les hordes paramilitaires. Nous exigeons la liberté du camarade Juan Lechin Oquendo et des camarades, dirigeants syndicaux et politiques arrêtés dans tout le pays. Nous exprimons notre profonde reconnaissance vis à vis l'attitude des peuples, gouvernements et institutions démocratiques du monde dont les démonstrations de solidarité font partie des acquis de la lutte du peuple bolivien, dont l'fermeté dans la défense de la démocratie latino-américaine, de la liberté et du respect des droits humains en Bolivie sont vitales.

5. La lutte et les sacrifices de tous ceux-là nous montrent le chemin que nous devons suivre nous qui avons reçu la marque de confiance du peuple et qui sommes obligés d'assumer les postes de direction dans cette courageuse et difficile marche de la résistance populaire et national contre la barbarie et pour le respect entier des droits humains, des libertés syndicales et politiques et la formation d'un gouvernement librement élu par le peuple.
6. Cette lutte doit exprimer et développer dans son action la grande unité social et politique qu'a atteint le peuple bolivien, canalisant les différents apports de tous les partis politiques, organisations syndicales, institutions religieuses et de défense des droits de l'homme qui participent à CONADE. Le Comité National de Défense de la Démocratie, en tant que structure organisationnelle permanente du peuple bolivien, doit continuer à se développer dans chaque quartier, communauté paysanne, village et province de notre pays.
7. Notre lutte doit amener la reprise et le maintien des organisations syndicales démocratiquement structurées qui dans la pratique doivent passer par dessus cet arrêt arbitraire que prétend lui imposer le régime et devenir les guides effectifs de la défense des travailleurs dans leurs revendications économiques et sociales. Celles-ci ont été grandement mises de côté et maintenant on essaie de les faire oublier. C'est la raison fondamentale pour laquelle les travailleurs de la campagne, des mines et des villes collaborent étroitement au travail de leurs directions syndicales véritables, développant aujourd'hui comme jamais la solidarité de secteurs et de classe.
8. Dans le cadre de la lutte de masse et avec l'expérience de sa tradition combative glorieuse, Le peuple condamne toute provocation et terrorisme et développe des formes d'hostilité et de harcèlement du régime. Celles-ci doivent être maintenues, renforcées et complétées pour accélérer la chute d'un régime qui, refusé à l'intérieur et condamné au niveau international, recourt à l'escalade de la violence comme méthode pour cacher ses contradictions internes et se maintenir précairement comme gouvernement.
9. La lutte épique des centres miniers et paysans devrait tenter, dans les conditions actuelles, d'assurer la sécurité des centre de travail de même que la vie et la liberté de leurs dirigeants, avant-garde de la résistance. Les buts de cette résistance étant le retour à la constitution démocratique, la reconnaissance du gouvernement qu'a élu le peuple aux élections du 29 juin dernier et l'application de son programme national, populaire et démocratique.
10. La femme bolivienne, les ménagères qui affrontèrent ouvertement le fascisme, ouvrant en janvier 1978 les portes du chemins démocratique en Bolivie, sont maintenant en lutte pour la sécurité et le bien-être de leur foyer contre le régime de destruction national.

11. En ce cinquantième anniversaire de l'autonomie universitaire, les étudiants et les universitaires boliviens doivent réaffirmer leur esprit de liberté et leur volonté de combattre, luttant pour la désoccupation de leurs lieux de travail, pour le libre exercice de leurs tâches et pour la reconquête de l'autonomie universitaire. Tout cela à l'intérieur de la lutte solidaire de l'ensemble du mouvement populaire.

12. Nous sommes convaincus qu'une grande partie des membres des Forces Armées se sont opposé et refusent de se voir transformer en forces d'occupation et de destruction national. Des ententes pourront donc se développer entre le peuple et ces militaires qui maintiennent élever leur patriotisme et leurs idéaux professionnels en ces heures sombres.

13. Les dirigeants de l'UDP et nous personnellement participons depuis la première heure à la lutte contre l'oppression. Avec la légitimité démocratique et populaire et investis du mandat qu'on nous a donné, nous redoublerons d'efforts au service de la résistance national et populaire de la manière indiquée par les circonstances en cette heure critique du destin de la Bolivie.

ORGANISONS NOUS POUR RESISTER
UNISSONS NOUS POUR VAINCRE
LA BOLIVIE JAMAIS NE SERA VAINCUE

La Paz, 25 juillet 1980

Hernán Siles Zuazo

Antonio Aranibar Quiroga

DANS LA CLANDESTINITE, LE CAMARADE HERNAN SILES SUARO
ASSUME LA PRESIDENCE CONSTITUTIONNELLE DE LA BOLIVIE

Compatriotes,

De même que les élections (non-frauduleuses) du 29 juin représentent le point culminant du processus démocratique imposé et mis en branle par le peuple bolivien, ainsi le coup d'Etat du 17 juillet condense, dans un acte de force prolongé et sanglant, la stratégie de pouvoir de l'antipatrie, historiquement dépassée, socialement oppressive et nationalement destructrice.

Au moment où les élections mobilisaient pacifiquement les énergies et les volontés du peuple bolivien de confronter de façon civilisée les différentes options politiques afin de se doter d'un régime gouvernemental en accord avec l'expression libre de la volonté populaire majoritaire, le coup d'Etat imposait, par la force des armes la plus irrationnelle et inhumaine, un régime qui élimine par la terreur toute option différente à celle qui s'est installée provisoirement au Palais Quemado, supprime tous les droits et garanties individuels et collectifs contenus dans la Constitution politique de l'Etat, et en particulier la liberté d'association syndicale et politique.

Par conséquent, à partir du 17 juillet, les Boliviens, contre notre volonté, nous avons été mis devant le dilemme suivant: accepter passivement et avec résignation l'imposition dictatoriale et fasciste du gouvernement de la destruction nationale ou résister activement et résolument à la consolidation du projet de pouvoir si illégitime et irrationnel.

Les grandes majorités nationales d'ouvriers, de paysans et des classes moyennes n'ont pas hésité en face d'une telle alternative. Dès les premiers instants, ils prirent le chemin de la résistance et de la lutte active.

En assumant ces expressions politiques et syndicales, nous assumons aussi immédiatement la tâche de diriger cette lutte de résistance nationale et populaire. Entre temps, à travers le Comité National de la Défense de la Démocratie, structure organisationnelle permanente et large du peuple bolivien, nous défendons une ligne politique d'opposition et de résistance au Coup, nous concrétisons les chemins de la grève générale dans les villes et les mines et nous bloquons les chemins de campagne.

L'issue de cette confrontation inégale semblerait pour le moment conduire à une victoire précaire et momentanée de la force irrationnelle des armes. La répression massive, froide et calculée contre le peuple bolivien non seulement a causé la mort de centaines d'héroïques combattants de la liberté et de la démocratie, l'emprisonnement et la torture d'au moins mille patriotes sincères, l'exil forcé d'approximativement cent combattants assiégés, mais aussi a forcé au repli tactique la presque totalité des secteurs du peuple bolivien qui, selon des rythmes et des modalités différents, furent guidés par CONADE.

Mais la lutte épique des centres miniers et paysans et la résistance conséquente des secteurs populaires urbains, dans l'immédiat ont réussi pour le moins à assurer la sécurité de leurs centres de travail, la vie des travailleurs.

Cette lutte n'a pas abandonné les objectifs de la résistance qui sont la réouverture du processus démocratique, la reconnaissance du gouvernement choisi par le peuple aux élections du 29 juin dernier et l'application de son programme national, populaire et démocratique.

Un puissant courant de dignité patriotique et une conscience politique démocratique et révolutionnaire commencent à se cristalliser dans tous les secteurs populaires. A partir de la base même de toutes les organisations syndicales, politiques, populaires, démocratiques et révolutionnaires, on pose l'exigence de continuer la résistance, adaptée aux circonstances présentes, et de constituer dans la clandestinité, par un geste de légitimité juridique, politique et morale irréprochable, ce gouvernement légitime des boliviens. Sous sa direction et son encouragement, on exige de mener la lutte pour le renversement du pseudo gouvernement des Garcia Meza et Arce Gomez, gouvernement illégitime, anti-national, anti-populaire et anti-démocratique.

A cette exigence authentiquement majoritaire s'ajoutent les voix et volontés de secteurs significatifs d'entrepreneurs nationaux qui, en toute conscience démocratique, répudient l'aventure et son inévitable conséquence de destruction nationale.

A ce torrent de résistance nationale et populaire convergent finalement chefs, officiers, classes et soldats des Forces Armées de la nation. S'opposant et refusant de se convertir en forces d'occupation et de destruction nationale, ils ont

décidé de se rallier aux aspirations démocratiques de notre peuple, et de subordonner leur action à celle de la volonté souveraine du peuple et de ses légitimes expressions.

Le mandat constitutionnel de la Présidente intérimaire de la République se termine le 6 août 1980. Sa démission ne pouvait être acceptée que par le Congrès national, comme le stipule expressément la Constitution Nationale de l'Etat, article 68, paragraphe 4. Du 17 juillet au 6 août, personne n'a donc légitimement assumé ce gouvernement.

Mais à partir du 6 août, son mandat ne peut être reconduit légitimement que par le Gouvernement que le peuple a élu le 29 juin et que le Congrès national, comme l'ont exprimé la presque totalité des forces politiques qui le composent, ou en tout cas une majorité absolue significative, ratifie dans un geste de souveraineté qui le grandit et l'ennoblit.

Recueillant le mandat populaire majoritaire des élections du 29 juin, la volonté politique souveraine du Congrès national, élu aux mêmes élections, et l'exigence majoritaire de la résistance populaire contre le gouvernement de destruction nationale, je déclare publiquement et solennellement qu'à partir du 6 août 1980, j'assume la Présidence constitutionnelle de la République et, en accord avec M. Jaime Paz Zamora, en qualité de Vice-Président constitutionnel de la République, nous constituons le Gouvernement d'Unité Nationale en clandestinité comme unique et légitime représentant du peuple bolivien.

En informant le peuple bolivien et la communauté internationale de cette légitime et irrévocable décision, je dois signaler que le Gouvernement d'Unité Nationale que nous formons selon des consultations avancées et positives comptera non seulement sur la participation et l'appui de la majorité, soit l'Unité Démocratique et Populaire, mais aussi sur toutes les forces politiques démocratiques qui composent le Congrès National, de même que sur les forces syndicales organisées légitimement et démocratiquement autour de la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.), expression authentique de l'unité nationale et de l'indéclinable volonté démocratique du peuple bolivien.

Mon gouvernement déclare la volonté expresse de continuer et de fortifier les liens d'amitié et de coopération avec tous les peuples et gouvernements du monde selon des principes d'une solide et conséquente politique de non-alignement et de respect mutuel à la libre autodétermination des peuples. Nous leur

demandons la non-reconnaissance d'un gouvernement faux et illégitime de la destruction nationale commandé par Garcia Meza et nous confions au Vice-président de la République, M. Jaime Paz Zamora, les tâches inhérentes au maintien normal des relations avec tous les peuples et gouvernements qui manifesteraient la volonté de le faire.

Au peuple bolivien, en cette heure critique du destin patriotique, nous lui demandons une décision ferme de lutte et la volonté tenace et indomptable de survivance nationale pour affronter ensemble, sous la conduite du Gouvernement d'Unité Nationale dans la clandestinité, les tâches de la résistance populaire contre le pseudo-gouvernement de la destruction nationale et pour une Bolivie libre et démocratique.

La Bolivie ne sera jamais vaincue.

La Paz, 5 août 1980

Hernan Siles Zuazo
Président Constitutionnel de
la République.

LA CENTRALE OUVRIERE BOLIVIENNE AU PEUPLE BOLIVIEN

ATTENDU

- que: Le peuple bolivien a été de nouveau victime du coup d'état exécuté par un groupe réactionnaire et criminel, ayant à sa tête le général Luis Garcia Meza, tristement célèbre par sa participation au sanglant coup d'état de novembre dernier.
- que: L'offensive des fascistes a été constante, utilisant les méthodes les plus brutales, telles que l'assassinat du prêtre jésuite Luis Espinal et le sanglant assaut du siège de la Centrale ouvrière bolivienne où furent assassinés les dirigeants politiques et syndicaux qui avaient consacré leur vie à la lutte en faveur des exploités et par conséquent du peuple bolivien.
- que: L'Honorable Congrès National, interprétant le mandat donné par le courageux peuple bolivien qui avait dit "non au coup d'état", "non au fascisme", "non à la dictature", a nommé Président par interim le Docteur Walter Guevara Arce (dont le mandat a été interrompu par le coup d'état de novembre dernier) et postérieurement Lidia Gueiler Tejada.
- que: Le 29 juin 1980, le peuple bolivien a exprimé son choix libre et souverain pour être gouverné par un gouvernement civil, selon la Constitution politique de l'Etat qui stipule que tout gouvernement doit être élu par le peuple.
- que: Sous la pression des putschistes, la Présidente ayant démissionné, laissant le peuple bolivien sans direction politique et créant un vide de pouvoir, les travailleurs des usines, les mineurs, les étudiants et les paysans qui constituent la force motrice de l'économie nationale se sont organisés dans leurs fédérations et confédérations respectives chapeautées par la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.).

IL FAUT

1. Exiger la liberté immédiate et inconditionnelle du camarade Juan Lechin Oguendo et celle de tous les prisonniers politiques et syndicaux.
2. Lutter par tous les moyens contre le groupe de généraux, serviteurs du fascisme international, qui, depuis le 17 juillet, ont pris le pouvoir, interrompant ainsi le processus démocratique et niant la volonté du peuple bolivien.
3. Constituer le Gouvernement Populaire qui doit diriger la lutte pour renverser le gouvernement de fait du général Luis Garcia Meza et demander la représentation ouvrière, étudiante et populaire jusqu'à ce qu'on puisse mettre en vigueur la décision démocratique du 29 juin.
4. Donner le mandat au Gouvernement Populaire pour que tous les pays du monde et la Communauté Internationale le reconnaissent et boycottent les putschistes qui cherchent désespérément la reconnaissance en face de l'isolement interne et externe.

Fait dans la République de Bolivie, le 29 juillet 1980.

Jenaro Flores Santos Strio. Defensa Sindc.	Demetrio Barrientos Fed. Colonizadores	Gonzalo Aguirre V. Presidente C.U.B.
-----------------------------------------------	-------------------------------------------	-----------------------------------------

Walter Delgadillo T.
C.O.D. La Paz

Jaime Apaza Chiquimia
Strio C.S.T.C.B.

REACTIONS A L'ETRANGER

La junte militaire bolivienne se trouve à l'heure actuelle complètement isolée au niveau international. Seulement quelques gouvernements, Argentine, Paraguay, Uruguay et Brésil, l'ont reconnue.

A travers le monde, toute l'opinion publique exprime une condamnation généralisée de la junte militaire.

Suivent quelques exemples.

17 juillet

Le président du Parlement Latino-américain, Mario Eastman, a condamné le soulèvement des militaires boliviens.

"Il est triste d'observer comme l'armée des nations civilisées se comporte d'une façon professionnelle pendant que les militaires boliviens se comportent comme une bande qui viole les normes les plus élémentaires du régime démocratique."

18 juillet

PEROU - Les dirigeants des partis de gauche ainsi que l'A.P. (Belaunde) ont condamné énergiquement le coup militaire. La CGTP et le PSR font un appel aux travailleurs des ports pour qu'ils boycottent l'approvisionnement de marchandises dirigées vers la Bolivie.

EQUATEUR - Jaime Roldos a condamné énergiquement le putsch militaire et la méconnaissance de la volonté populaire.

ALLEMAGNE - Bonn - l'Allemagne consultera ses alliés sur la possibilité d'appliquer des sanctions économiques au gouvernement de la Bolivie. Le PSD et le PDC ont condamné le soulèvement militaire et ont exigé la libération de la présidente Guéiler, de ses ministres et des dirigeants syndicaux et politiques.

Les E.F.U.U. se joignent à la condamnation internationale du putsch. Le Département d'Etat annonce la "suspension" de l'aide militaire et économique à la Bolivie.

VENEZUELA - Le Sénat a exorté les parlementaires du continent à exprimer leur solidarité avec le peuple bolivien. Rafael Caldera, ex-président Démocrate Chrétien, a lamenté le putsch et fait confiance aux dirigeants du peuple. Carlos Andrés Pérez condamne le coup et redoute que la consolidation des putschistes ne signifie des jours difficiles pour la démocratie latino-américaine.

19 juillet

L'unanimité des secteurs politiques péruviens, à travers ses députés et sénateurs, en plus de ses organes de partis, ont condamné le coup militaire.

20 juillet

Le Comité de Solidarité avec la Résistance du peuple bolivien est créé au Pérou.

21 juillet

ITALIE - La Fédération Syndicale Unitaire, qui inclut les trois grandes centrales ouvrières italiennes, a répudié le coup et a demandé à son gouvernement qu'il prenne position face à cet attentat contre la démocratie.

COLOMBIE - Le Conseil National de Colombie a envoyé un message de solidarité aux ouvriers boliviens.

22 juillet

L'Equateur, le Vénézuéla, la Colombie et le Pérou commencent à agir pour que l'OEA considère en réunion les graves violations de la démocratie et des droits humains en Bolivie.

ONU - Kurt Waldheim, Secrétaire général de l'ONU. fait part de sa préoccupation face aux exécutions sommaires en Bolivie et fait un appel aux militaires afin qu'ils les suspendent.

FELAP - La Fédération Latino-américaine des journalistes demande à Garcia Meza la libération de Oscar Peña et de tous les journalistes détenus ainsi que la remise de garanties aux correspondants étrangers.

SANTO DOMINGO - Des représentants envoyés par la Chambre de ce pays déposent un document de condamnation du coup à l'ambassade bolivienne.

23 juillet

MEXIQUE - Le porte-parole officiel de la présidence du Mexique, en sa qualité de président de l'Action des systèmes informatifs (ASIN) demande la liberté du ministre des informations, Oscar Peña, et celle de tous les journalistes emprisonnés.

BELGIQUE - Le gouvernement de Belgique suspend un prêt de 3,000,000.00S US au gouvernement bolivien. Il annonce également que le coup en Bolivie pourrait porter préjudice aux relations entre le Marché Commun Européen et le Pacte Andin.

Les représentants du Marché Commun Européen refusent de discuter un accord industriel avec la junte militaire bolivienne inscrit à l'ordre du jour, en signe de protestation.

BRESIL - L'opposition politique au gouvernement brésilien a exprimé sa révolte devant le coup militaire en Bolivie et a exigé de son gouvernement la non-reconnaissance du putschisme.

Les ambassadeurs des pays de la Communauté économique européenne demandent au régime militaire des garanties pour les travailleurs miniers de Bolivie, ainsi que pour le peuple dans son ensemble.

24 juillet

On forme le Comité Bolivien de Défense de la démocratie (CBOD) pour protéger la vie des Boliviens qui sont victimes de la répression et pour demander le rétablissement des Droits humains.

25 juillet

PEROU - Grande marche d'unité de gauche en signe de solidarité avec le peuple bolivien et de révolte face à la consolidation de la dictature militaire.

27 juillet

PEROU - Les plus puissantes organisations de travailleurs, les partis politiques, les institutions progressistes et les personnalités démocratiques, sous la direction de Esteban Pauletidi, président du Comité de solidarité avec les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes (COSALC), signent une déclaration largement diffusée condamnant de façon unanime le régime sanglant essayant de s'imposer en Bolivie et affirmant leur solidarité avec la démocratie bolivienne.

28 juillet

EQUATEUR - Les travailleurs équatoriens accomplissent un arrêt de travail entre 11 h 30 et 12 h 30, en solidarité avec le peuple bolivien "subjugué depuis onze jours par la dictature militaire du général Garcia Meza", dans le cadre de l'accord de la Confédération Latino-américaine des travailleurs (CLAT) pour réaliser des arrêts de travail en protestation partout dans le continent.

29 juillet

COSTA RICA - L'Assemblée du Costa Rica a demandé au Président de la république, Rodrigo Carozo, de rompre ses relations avec le nouveau régime bolivien. L'Assemblée législative a voté unanimement pour la condamnation du putsch militaire.

MEXIQUE - Le Centre des Etudes Latino-américaines (CELA) de l'Université Nationale Autonome du Mexique a demandé à toutes les nations démocratiques de réaliser un isolement international du régime militaire qui s'est imposé en Bolivie. Il demande aussi la contribution d'un Tribunal International "pour juger les crimes et violations commises par les militaires putschistes".

La proposition du Vénézuéla, de la Colombie, de l'Equateur et du Pérou a pris de l'ampleur au sein de la OEA, dans le cadre d'une résolution sans précédent qui a condamné le nouveau régime de Bolivie. La condamnation fut approuvée par seize (16) pays.

30 juillet

L'EQUATEUR et le NICARAGUA déclarent leur intérêt pour une action continentale à propos du coup militaire lors d'une entrevue entre le président Roldos et Sergio Ramirez, membre de la junte du Gouvernement du Nicaragua et le chargé des Affaires étrangères de ce pays, Miguel D'Escotto.

EE.UU. - Le journal Washington Post a condamné le putsch en Bolivie dont le principal motif paraît être la peur que le président élu, Hernan Siles Suazo, arrête énergiquement le trafic de drogues, affaire contrôlée par les généraux boliviens.

31 juillet

Le journal ouest-allemand "Die Tat" a dénoncé à Dusseldorf qu'un ancien officier de la Gestapo à Lyon, Klaus Altman, est maintenant un des principaux conseillers du ministère de l'intérieur en Bolivie.

Le coup militaire qui a renversé le gouvernement en Bolivie a été appuyé par l'Argentine, a affirmé le "Consejo para Asuntos Hemisfericos" (Conseil pour les Affaires de l'Hémisphère) dans une entrevue de presse. L'institution a aussi déclaré que des armes et d'autre équipement militaire ont été envoyés en Bolivie par l'Argentine et que des militaires argentins ont été vus au ministère de la défense à la Paz.

La Fédération Syndicale Mondiale (FSM) a exhorté les travailleurs et syndicats du monde à appuyer la lutte du peuple bolivien et à condamner le coup d'Etat. Le communiqué a été signé à Prague.

CANADA - Une manifestation organisée par le Comité de solidarité avec le peuple bolivien a eu lieu à Montréal face au consulat de Bolivie.

PANAMA - Le puissant syndicat des Débardeurs de Panama a organisé une marche pour condamner le coup militaire en Bolivie et se solidariser avec les travailleurs et le peuple boliviens.

La Commission Interaméricaine des Droits Humains s'est refusée à visiter la Bolivie, puisque "si elle le faisait, ce serait une forme de reconnaissance aux putschistes" selon un de ses représentants à Washington.

Dicen que han Comprado a Bolivia Narcotraficantes Internacionales

Temen que el País Sea Santuario para los Productores y Traficantes de Narcóticos

Newsweek
Published by Newsweek, Inc.

OLIVIE

**Les voyous de
La Paz**

THE NEW YORK TIMES

**UN PUTSCH
POUR LA
COCAÏNE
EN BOLIVIE**

À Brutal 'Cocaine Coup'

LE DEVOIR

DIARIO DE LAS AMERICAS
Miami

La dictature de la cocaïne en Bolivie

el diario

EL CENTRO INTERNACIONAL DE INFORMACION

**Denuncian a dictador García
Meza como gran narcotraficante**

THE WASHINGTON POST

**U.S. HALTS DRUG PLAN
WITH BOLIVIA REGIME**

State Dept. Aide Cites Allegations
of Latin Officials' Involvement
in Running of Narcotics

**Bolivie: Washington relie la
junte au trafic de coaïne**

**LE NOUVEL
observateur**

Las fuerzas armadas ordenaron el atroz asesinato de Marcelo Quiroga Santa Cruz

por Gregorio SELSER

"EL DIA" MARTES 22 DE JULIO DE 1980

En su edición del 9 de junio de 1979, el semanario Aquí publicó una breve crónica en recuadro titulada "Droga: tráfico oficial y familiar" (Aquí, La Paz, Año I, No. 13, p. 4). El texto rezaba así:

"En 1976 la prensa nacional y extranjera denunció que en el Canadá fueron aprehendidos familiares del general Hugu Bánzer Suárez, descubiertos en delito de tráfico de drogas, con el agravante de uso de pasaportes diplomáticos para sus operativos. De inmediato funcionaron los mecanismos oficiales y se consiguió la libertad del yerno de Bánzer, que era el principal acusado, bajo el pago de una cuantiosa fianza.

"Poco después de lo ocurrido en Canadá, fue descubierto otro tráfico en el que apareció participando el sobrino carnal de Bánzer, llamado Guillermo Bánzer Abastador, quien registró su nombre en el Padrónculo Nacional simplemente como Willy Abastador. Este sujeto, al ser detenido, llevaba consigo una cuantiosa suma de dinero destinada al rescate de la droga (posteriormente ese dinero le fue devuelto por órdenes superiores). Con una nueva intervención de los órganos oficiales se dispuso la "hospitalización" del delincuente, que ajuj hallarse afectado de hemorroides. Fue de ese modo que obtuvo su libertad, gracias a la acción directa de las autoridades encargadas de la aplicación de la ley.

"El mismo trato preferencial recibió el traficante Jorge Nemer Chávez, pariente del entonces ministro del Interior, Juan Pereda Astún, que actualmente se halla "hospitalizado" en Estados Unidos.

"En tanto ocurre esto, humildes campesinos acusados de tráfico de estupefacientes, debido a que venden coca a los traficantes, permanecen en las cárceles. En definitiva, ellos son los que reciben el mayor peso de las acusaciones y, después, las condenas que se dictan en los tribunales".

EL ASESINATO DEL PADRE ESPINAL

La nota del semanario Aquí es apenas una pálida muestra de la serie de denuncias que su valeroso director, el sacerdote jesuita Luis Espinal, registró en sus páginas desde el primer número. Los atrocidades de la camarilla Bánzer, el narcotráfico, el asalto a las arcas públicas, el contrabando hacia Argentina, Brasil, Paraguay y Perú, todo fue denunciado o recordado. Del mismo modo se fueron los asesinatos del general Joaquín Zenteno Anaya en París, el general Juan José Torres en Buenos Aires, y el coronel Andrés Selich Chop en el domicilio particular de un ministro de Bánzer.

Los negocios y negociados de Bánzer montaban muchos centenares de millones de dólares, y de ellos participaban núcleos civiles y militares en forma directa o indirecta. El padre Espinal era ya "target" o blanco prioritario no sólo de Bánzer, sino de la casta militar en general, a la que su semanario denunció con pelos y señales de un modo permanente. El padre Espinal era odiado desde que denunciara desde su cargo en la Comisión Vaticana Justicia y Paz, la matanza de no menos de 200 campesinos en el valle de Cochabamba, con ocasión de una protesta pacífica por el alza de los artículos de primera necesidad, en enero de 1974. La matanza la cometió el ejército y Espinal proporcionó irrefutables pruebas testimoniales. (...)

LAS DENUNCIAS DE MARCELO QUIROGA

Las fuerzas armadas bolivianas, como casta parasitaria y antinacional desde los orígenes mismos de la independencia, tienen perfecta noción de que los atrocidades de Bánzer no fueron sino excruciantes prologos de la naturaleza oscura. Aunque Marcelo Quiroga Santa Cruz procuró establecer diferencias entre la camarilla Bánzer y los militares que no robaban ni contrabandaban aerocóctiles o televisores, todas las fuerzas armadas sintieron que si Bánzer era condenado, con su condena se tambalearía la estructura de su poder. Bánzer mismo se defendió apelando al dispositivo mental y psicológico de autodefensa de sus camaradas. (...)

BANZER SE LIBRA DEL JUICIO: SU MAFIA QUEDA TRANQUILA

En su denuncia pública ante el Parlamento, Marcelo Quiroga entregó copia de 26 decretos reservados, que probaban fechorías de la camarilla Bánzer. De esos 26 decretos, 5 se referían a las Fuerzas Armadas. De entre estos últimos, el número 15,927 autorizaba la importación de municiones por valor de 5 millones de dólares que debía fabricar la maquinaria que por otro decreto reservado (número 12,310) fue vendida en la octava parte de este precio (620 mil dólares), luego de casi una década de haber sido comprada y guardada sin uso alguno.

Otro decreto, el número 12,033, se refiere a la compra sin licitación y con violación de las leyes de munición ligera, por algo más de 200 mil dólares; un cuarto decreto (número 12,833) autorizaba un crédito bancario para la compra de equipo militar "indefinido" por 16 millones de dólares. La "indefinición", su pretexto de "secreto militar", permitió que se volatilizaran varios millones de dólares en ese Tonel de las Danaides que era la camarilla Bánzer, el quinto decreto (número 12,323) autorizaba la compra, siempre sin licitación o sea sin control público, de caramabolas y salvavidas por un monto de 700 mil dólares (quizás las caramabolas y salvavidas eran de oro y platino).

En previsión de que Bánzer y García Meza utilizaran la divulgación de esos y otros decretos reservados para inculparle ante las fuerzas armadas de revelar "secretos militares", Marcelo Quiroga no los dio a la prensa. Sin embargo, El Diario de La Paz, el más reaccionario de Bolivia y el que respaldó la candidatura electoral de Bánzer, los publicó, agregando de paso que el líder socialista incurrió en "traición a la patria" por haberlos ventilado. Un detalle más: El Diario publicó un decreto reservado que también afectaba al Ejército, pero, sugestivamente, se trataba de un documento que Quiroga no mencionó en momento alguno y cuyo texto él no entregó a nadie, precisamente por lo delicado que era. El Diario no explicó cómo había llegado a sus manos. De lo que se trataba, pues, era de enconar aún más al líder socialista a los ojos de los militares, presentándole como su enemigo.

La maquinaria estaba montada para coonestar el crimen en ciernes. Nadie del Ejército, sobre la base de ejemplos como los precedentes, censurará hoy a García Meza o a Arce Gómez por el asesinato de Marcelo Quiroga. Aunque innoble y cobarde, el crimen será presentado como "patriótico" y "necesario". De esta calaña está formada la casta militar que de nuevo se ha adueñado del poder en Bolivia.

el diario (LIMA)

9 Lunes, 4/8/80

EL CENTRO INTERNACIONAL DE INFORMACION

Denuncian a dictador García Meza como gran narcotraficante

El jefe del gobierno golpista de Bolivia, general Luis García Meza, es dueño de dos aviones que viajan con frecuencia de ese país a Colombia, llevando una misteriosa carga que según fuentes diplomáticas en realidad es cocaína.

Así lo denuncia un amplio reporte sobre la situación boliviana hecho llegar a El Diario de Marka por el Centro Internacional de Información Latinoamericana (CILLA), que destacó un equipo de trabajo para informarse sobre el golpe que el 17 de julio derrocó a Lidia Gueiler.

El material de CILLA dice que el golpe de estado fue ejecutado por una mafia de generales que constituye el sostén actual de García Meza en el poder y que, según fuentes de la Embajada de Estados Unidos en La Paz, está vinculada a la mafia internacional de tráfico de cocaína, que comercia desde Bolivia, anualmente, drogas por un valor superior a los 500 millones de dólares (alrededor de 145 mil millones de soles).

Añade que el propio García Meza tiene dos aviones que cada semana vuelan a Colombia —país en el que en 1978 cayó un avión militar boliviano que lleva

ba cocaína— con un misterioso cargamento que para los círculos diplomáticos de La Paz es simplemente cocaína.

La información de CILLA considera que la mafia militar está firme en el poder pero sólo por la represión, cuya intensidad no podrá mantener por mucho tiempo y cuya efectividad no es perfecta porque a la ametralladora argentina, que funciona incluso para purgar del ejército a elementos antigolpistas, hecho este que denota la existencia de fisuras internas en los cuarteles.

La dictature de la cocaïne en Bolivie

Le Devoir
9-8-80

Les trafiquants de cocaïne et les militaires argentins ont conclu une étrange alliance pour interrompre le processus démocratique en Bolivie. Dans ce pays, qui célébrait cette semaine le 155^{ème} anniversaire de son indépendance, l'instabilité politique fait certes partie des moeurs mais le coup d'État du 17 juillet dernier est, à plusieurs égards très différent des 188 coups d'État qui l'ont précédé.

On savait depuis longtemps que la junte militaire en Argentine ne regardait pas d'un bon oeil le retour à la vie démocratique en Bolivie, son voisin. On craignait la contagion. Il fallait donc, avant que ce ne soit trop tard, empêcher ces dangereux civils d'accéder au pouvoir à La Paz.

En 1971, les militaires brésiliens s'étaient chargés de la besogne et avaient aidé le général Hugo Banzer à prendre le pouvoir. La répression avait été féroce et tous les opposants politiques qui avaient pu échapper à la mort s'exilèrent dans les pays voisins. Sept ans de «paix» s'ensuivirent, au cours desquels certains officiers, forts de leur immunité, s'enrichirent démesurément par la corruption; l'importation frauduleuse de toutes sortes de biens de consommation (en provenance d'Argentine et du Brésil)... et le trafic de cocaïne.

Le président Carter ayant décidé d'appliquer à la Bolivie sa politique en faveur de la protection des droits de l'homme, les militaires acceptent, à contrecoeur, d'organiser des élections mais, après de nombreuses péripéties, ils refusent d'en reconnaître les résultats, malgré les très fortes pressions exercées par Washington. Les Brésiliens étant actuellement trop occupés par la mise en place de leur «ouverture politique», ce sont les Argentins qui ont pris la relève et ont permis la victoire des militaires putschistes. (....)

Les militaires, qui ont pris le pouvoir au Chili en 1973 et en Argentine en 1976, n'ont jamais brillé par la finesse de leurs analyses politiques mais au moins défendaient-ils une idéologie, si fruste fût-elle. En revanche, le général Garcia Mesa et ses amis ne sont que des soudards qui défendent les intérêts d'une étroite frange de la bourgeoisie commerciale et terrienne, enrichie par la corruption et les passe-droits. Parmi les amis du nouveau régime, on trouve bien sûr le général Banzer qui, malgré sept ans à la tête du pays, n'a obtenu que la troisième place aux élections du 29 juin dernier. Mais surtout, comme le confirmait *Newsweek*, les trafiquants de cocaïne ont joué un rôle très important dans le coup d'État, car ils craignaient de voir un gouvernement civil tenter de mettre fin à une activité qui leur a rapporté, en 1979, entre \$500 et 600 millions. Comme on le voit, l'Argentine ne fait pas la fine bouche devant les moyens à employer.

À l'exception des dictatures latino-américaines et de quelques pays dont la diplomatie ne s'embarasse guère de nuances ni de considérations humanitaires, l'ensemble de la communauté internationale ne semble pas disposer à reconnaître, du moins dans l'immediat, un régime qui est arrivé au pouvoir en éliminant physiquement les dirigeants politiques et syndicaux, et en refusant de donner les noms des 1.000 à 2.500 prisonniers politiques. Les neuf pays du Marché commun européen et la majorité des pays membres de l'Organisation des États américains ont déjà condamné le coup d'État, sans parler de Washington qui a été particulièrement ferme. À Ottawa, conformément à une habitude relativement récente, «on attend» et «on observe». On attend de voir ce que feront les pays du Pacte andin, dont fait partie la Bolivie et qui ont déjà manifesté leur réprobation.

Pour sa part, l'opposition conservatrice et néo-démocrate a demandé au gouvernement fédéral de ne pas reconnaître la junte militaire et de suspendre l'aide (moins de \$2 millions cette année). C'est le moins que l'on puisse attendre d'un gouvernement démocratique qui prétend être soucieux du respect des droits de l'homme et qui, à défaut de reconnaître le gouvernement clandestin de M. Siles Zuazo, ne doit pas faciliter la survie d'une nouvelle dictature dans cette région du monde.

Bertrand DE LA GRANGE

Another sinister aspect of the coup is the role played by Bolivia's rich and powerful drug traffickers. Some Bolivians are already calling this "the cocaine coup." The illegal cocaine trade, which is estimated to have earned more than \$500 million for a few lucky Bolivians in 1979, is based in Santa Cruz—which is also the stronghold of the right-wing groups that helped Garcia Mesa oust interim President Lidia Gueiler Tejada. In mid-June, the same paramilitary groups went on a precoup rampage, sacking government buildings and burning all records of narcotic cases. Rudy Landivar, kingpin of a powerful right-wing coalition, is an army major—and, according to drug-control agents, a key figure in the cocaine trade. The agents say drug traffickers routinely finance and arm military men with political ambitions. One rancher in Santa Cruz told me, "It is perfectly obvious to me that this coup has been bankrolled by cocaine money—lots of it."

Dark Secrets: The civilian governments that ruled Bolivia in the past year promised to crack down on the cocaine trade. Earlier this year, a plane was seized with a cargo of 1,540 pounds of pure cocaine, worth millions on the street. The plane belonged to Norberto Salomon, once chief aide to General Hugo Banzer, a former President of Bolivia. The government of Siles Zuazo was expected to press this and other drug-related investigations, which could tarnish the armed forces while exposing some dark secrets. "Forget politics," says one Santa Cruz businessman. "For people here, the question is: who is going to control the cocaine trade?"

Bolivie: Washington relie la junte au trafic de cocaïne

Le Devoir
14/8/80

WASHINGTON (AFP) — Le département d'État a implicitement accusé hier la junte militaire au pouvoir en Bolivie d'être impliquée dans le trafic de cocaïne.

L'un des porte-parole du département d'État, M. David Passage, a annoncé que le programme américain de lutte contre les stupéfiants en Bolivie avait été supprimé en raison du manque de coopération à laquelle Washington pouvait s'attendre de la part des nouveaux responsables boliviens.

Après avoir souligné que l'état actuel des relations américano-boliviennes n'était pas jugé acceptable par Washington, le porte-parole a fait état de menaces implicites contre les ressortissants américains dans ce pays.

Un haut fonctionnaire du département d'État, qui a requis l'anonymat, a précisé que les autorités américaines hésitent à rendre publiques les informations dont elles disposent sur les liens entre la junte bolivienne et le trafic de drogue en raison des dangers que cela pourrait entraîner pour

les membres de la communauté américaine en Bolivie.

Le porte-parole du département d'État a indiqué que certains récents incidents impliquant des citoyens américains à La Paz «semblaient être d'inspiration officielle ou quasi officielle».

Il a cité à ce sujet l'attaque dont ont été victimes la semaine dernière trois marines affectés à la garde de l'ambassade des États-Unis dans la capitale bolivienne, ainsi que l'arrestation d'une journaliste américaine, Mlle Helen Spooner.

Celle-ci, qui vient d'être libérée après qu'un responsable de son journal, le *Financial Times* de Londres, eut publiquement présenté des excuses au gouvernement bolivien, avait accusé la junte militaire d'être étroitement liée au trafic de cocaïne.

SOUTH AMERICA

A Brutal

'Cocaine

Coup'

NEWSWEEK/AUGUST 11, 1980

UNHAPPY BOLIVIA—poor and divided in the best of times, and now fallen into the hands of a junta with close ties to the international drug traffic. The Carter administration began cutting down its aid to Bolivia last month, a few days after the coup. Now the State Department is pulling out all of its narcotics control programs. "We have no basis to expect the kind of cooperation from the Bolivian authorities that makes it worthwhile to continue," a State Department official dryly observed.

Bolivia is becoming the nightmare state in which the underworld takes over the government. The process, incidentally, is not a gentle one. There are now perhaps 2,000 political prisoners, according to a leading clergyman, and the stories of sudden disappearances and torture are multiplying. That is why the new government has been harassing and threatening the few foreign news correspondents remaining in the country. It wishes to choke off all reporting of these practices.

Any country that organizes itself as a haven for criminal activity becomes a menace to all the others. If a clique of generals can seize a government, run up the skull and crossbones and turn their land into a pirate kingdom, they become an active danger to every other government struggling to enforce international

law and, in this case, stamp out the drug trade. Unfortunately, Bolivia fits into a larger pattern.

South America is now divided, politically, into two zones. In a crescent along the north and west lie the three democracies, Venezuela, Colombia and now Peru. Below that line, the continent is ruled by military governments that vary only in the degree of their authoritarian repression. The first foreign government to recognize the new Bolivian regime was Argentina's, which has been providing generous aid and technical assistance to Bolivia's secret police. Recognition came next from Brazil, which has been training Bolivian military officers. Then came Paraguay, a simple dictatorship in the style of the last generation.

Bolivia is conceivably the world's least stable state. It has been through some 200 coups in its century and a half of independence. To explain the latest of them does not require any theory of foreign subversion. But to the extent that Bolivia's neighbors—particularly Argentina—now support the junta in La Paz, they must accept some measure of responsibility for the evils that will flow from its involvement in the drug business. Even Argentina's military men might ask themselves whether it's not a high price to pay for the stifled silence that now passes for political order in most of South America.

Dicen que han Comprado a Bolivia Narcotraficantes Internacionales

Temen que el País Sea Santuario para los Productores y Traficantes de Narcóticos

DIARIO DE LAS AMERICAS - 14 agosto 1980
Miami

Por JIM ANDERSON

WASHINGTON, Agosto 13 (UPI) — Funcionarios de gobierno dijeron que tienen pruebas que los narcotraficantes internacionales han comprado a Bolivia entera y que el reciente golpe militar en ese país sudamericano no estuvo guiado por razones de "ideología", sino por la "codicia pura y simple".

Los funcionarios dijeron a United Press International que hay vínculos financieros entre el nuevo gobierno castrense boliviano y los traficantes de drogas y se teme que el país sudamericano pueda ser un santuario para los productores y traficantes de narcóticos.

Los funcionarios dijeron que el derrocamiento el 17 del mes pasado del gobierno democráticamente elegido fue un duro revés para los planes de controlar y reducir el cultivo de la coca, arbusto del que se extrae la cocaína.

El senador Dennis DeConcini, demócrata por Arizona, ha solicitado de una subcomisión de Relaciones Exteriores del Senado que se abra una investigación de los vínculos entre la junta militar boliviana y la "Mafia de Santa Cruz", los ricos cosecheros bolivianos que controlan el cultivo y la venta de la planta coca.

"La cobertura sobre los acontecimientos en Bolivia", dijo DeConcini, "es virtualmente unánime en caracterizar al presente régimen como algo más que un apéndice de las organizaciones criminales que dominan el próspero comercio internacional de la cocaína".

"Por primera vez", dijo un funcionario del Departamento de Estado, "el comercio de la droga puede haberse comprado un gobierno".

El Departamento de Estado dijo que la coca se da principalmente en Bolivia y Perú, a veces legalmente para propósitos médicos. Pero, el mayor uso de la planta es para la

ilegal cocaína, tráfico que constituye un negocio de unos 80 mil millones de dólares en los Estados Unidos.

Funcionarios del Departamento de Estado tenían un programa de doble filo que comprendía el reemplazo de la coca por otras cosechas remunerativas y la imposición activa de una veda al cultivo de la planta. Esos planes se redujeron a la nada cuando la junta militar boliviana derrocó al gobierno civil.

"La revolución no fue por ideología", dijeron funcionarios de Washington. "Fue por codicia, pura y sencilla".

Los referidos funcionarios creen que el nuevo gobierno militar, "el cual ha establecido vínculos financieros ascendentes a cientos de miles de dólares con la 'Mafia de Santa Cruz'", permitirá a sus socios el cultivo y la venta de la materia prima para el tráfico internacional de cocaína.

U.S. Terminates Drug Enforcement Programs in Bolivia

THE WASHINGTON POST Thursday, August 14, 1980 A 29

By Jacqueline E. Sharkey
Special to The Washington Post

The State Department announced yesterday that it is terminating all anti-narcotics programs in Bolivia and is reducing the size of its embassy staff there even further.

In announcing the move, State Department spokesman David Passage would not confirm or deny allegations that members of the military junta that took control of the country last month are involved in the international narcotics trade.

"We have examined the allegations very carefully, and reached the conclusion that we have no basis to expect the kind of cooperation from the Bolivian authorities that makes it worthwhile to continue the [drug enforcement] program," he said.

Both the State Department and the Drug Enforcement Administration have programs to fight narcotics traffic in Bolivia.

Officials in State's Bureau for International Narcotics Matters said their programs' budget this fiscal year was \$2.8 million, but that only \$250,000 had been spent because Congress had not appropriated foreign assistance funds this year.

Officials said that four Americans and two Bolivians were directly in-

involved in the programs, and that the Americans would be returning to the United States "very soon."

Officials at the DEA — which is part of the Justice Department — said their programs involved about \$140,000, not including salaries and administrative expenses.

They said that five Americans were working in the programs, and that they would be leaving Bolivia "within a week."

State Department officials said additional U.S. Embassy personnel will be withdrawn during the next several weeks. The embassy staff was reduced from 120 persons to 80 shortly after the coup. Officials were unsure yesterday how many additional persons will be called back.

Meanwhile, Sen. Dennis DeConcini (D-Ariz.) has asked the chairman of the foreign operations subcommittee of the Senate Appropriations Committee to schedule hearings about the alleged ties between the military junta and international drug traffickers in Bolivia.

Reliable Senate sources said today that U.S. narcotics officials have information that Army Gen. Luis Garcia Meza, the head of the junta, allegedly has received "millions of dollars" from Jose Abraham Barrera,

whom the source alleged is "a major known drug trafficker based in South Cruz, Boling."

Sources said that two relatives of Baptista—who allegedly are also known cocaine dealers—reportedly have been given jobs in the Bolivian customs services.

The sources said that the junta's interior minister, Luis Arce Gomez—former head of the Bolivian military intelligence—allegedly has longstanding connections with major traffickers.

The sources added that the country's education minister, Col. Ariel Coca, was allegedly involved in a drug transaction that ended when 220 pounds of cocaine were seized in Panama in 1979.

Garcia Meza has denied that he or any of his officials are involved in the international narcotics trade. In an interview Tuesday with The New York Times, he said:

"I would like to remind you that the drug problem in the world is masterminded and financed as a multibillion dollar operation in the Northern Hemisphere. We deny emphatically any involvement with this drug mafia."

But sources in the Senate said there is "unimpeachable evidence" that a number of high-level Bolivian officials are involved.

The State Department would not confirm these reports. A spokesman said today that the administration had decided not to present the results of investigation into the involvement of the new military rulers in the drug traffic because of concern for the safety of American personnel still in Bolivia.

The State Department's programs had included assisting the Bolivian customs service in trying to reduce the smuggling of coca leaves—from which cocaine is made, according to officials in State's Bureau for International Narcotics Matters. Officials said the Bolivian customs office had received river patrol boats, communications equipment and vehicles from the United States as part of that effort.

Officials said the department had also assisted the Bolivian government in trying to establish a board to regulate the production and sale of coca to be used legally such as for medical purposes.

The board would have had a monopoly on the licensing and purchasing of cocaine production, State Department officials said. But they added that work on this project "had never really gotten off the ground."

Officials at the DEA said their programs involved exchanging information on international drug traffickers, and training and assisting local police with drug-related investigations.

By GRAHAM HOVEY
Special to The New York Times

U.S. HALTS DRUG PLAN WITH BOLIVIA REGIME

State Dept. Aide Cites Allegations of Latin Officials' Involvement in Running of Narcotics

New York Times 14/8/80

WASHINGTON, Aug. 13 — The United States has ended all cooperation with Bolivia on narcotics control because of allegations that officials of that country's new military Government are involved with drug running, the State Department said today.

David Passage, a Department spokesman, said that "numerous and continuing allegations" about involvement of the officials "call into question the degree of cooperation that may be expected from this Bolivian regime in the control of drug traffic."

"It is in this context," he said, "that the United States has terminated its narcotics-related assistance to Bolivia and will withdraw its personnel in Bolivia who have been working on control of drug traffic."

Administration officials said those withdrawn included three agents and two secretaries from the Independent Drug Enforcement Administration and a comparable number of officers from the State Department's Bureau for International Narcotics Matters.

The narcotics specialists are the latest members of the United States Embassy staff of 116 in La Paz who have been withdrawn since the military junta headed by Gen. Luis Garcia Meza Tejada overthrew the Government of President Lydia Gueller Tejada July 17. About 35 American officials have now been pulled out.

Only 60 to Be Left

Further withdrawals within the next week or two will leave only about 60 American officials and staff members in La Paz, the capital, officials said. Ambassador Marvin Weissman was recalled immediately after the coup, and Washington also ended military assistance and sharply curtailed economic aid to dramatize its condemnation of the coup.

Mr. Passage, in his responses to questions, refused to say specifically that the United States had evidence to support allegations against high-ranking Bolivian military officials, including the Interior Minister, Col. Luis Arce Gomez.

"I leave it for you to draw the conclusions," he said. "I'm simply telling you that we have seen the allegations, that we are weighing them in our minds, that we have some question about the degree of cooperation that we can expect, and we are therefore withdrawing our personnel."

Other Administration officials said flatly, however, that definite financial connections had been established between members of the military junta and large-scale traffickers in cocaine. They said Mr. Passage was not authorized to confirm this evidence out of a fear that in

the present strained relations between the two Governments, such an official statement in Washington might bring harm to Americans still in Bolivia.

Senator Dennis DeConcini, Democrat of Arizona, has asked for an investigation by the Foreign Operations subcommittee of the Senate Appropriations Committee of the allegations that narcotics traffickers "underwrote" the Bolivian coup.

A Q U I

Marcelo Quiroga Santa Cruz a été assassiné à la caserne d'état-major de Miraflores.

M.Q.S.C., premier secrétaire du Parti socialiste, un brillant intellectuel, écrivain, économiste, professeur universitaire, journaliste et poète, a été assassiné par ordre du Général Garcia Meza et du Colonel Luis Arce Gomez (le même qui ordonna l'assassinat de Luis Espinal).

Les auteurs de ce crime barbare, ceux qui ont tiré à bout portant sur le leader socialiste blessé, étaient des sbires de nationalité argentine. Garcia Meza a simplement déclaré que le dirigeant était mort en combat. Cela a été publié plus tard dans le journal fasciste "El Diario".

Il doit être clairement établi que Quiroga Santa Cruz fut amené vivant à la caserne d'état-major de l'armée dans une ambulance utilisée par les paramilitaires.

La famille de M.Q.S.C. exige la remise du corps, mais "les nouvelles autorités" disent ne rien savoir de l'endroit où il se trouve.

Ce qui suit est la transcription textuelle du témoignage d'une femme qui était présente à la COB le 17 juillet.

- Aujourd'hui, le 18 juillet, nous allons parler avec quelqu'un qui va conter ce qu'elle a vu à la COB. Lorsqu'elle est arrivée à mon bureau, elle avait très peur et était très impressionnée. Elle nous a confié ce qui suit:

- A quelle heure es-tu arrivée à la COB?

- A onze heures moins dix environs. Ils étaient en réunion pour la réaffirmation de la Démocratie; évidemment presque tous les dirigeants politiques et les membres du comité pour la défense de la Démocratie y étaient: M. Jean Lechin, Marcelo Quiroga Sta Cruz et d'autres personnalités. A la fin de la réunion, nous sommes tous sortis. Nous étions dans le couloir. C'était la première fois que je venais à la Paz et à la COB. Les coups de feu ont commencé. Nous nous sommes jetés par terre et nous sommes passés à l'autre pièce. Je n'ai pas vu Juan Lechin avec nous. Il a dû rester dans l'autre pièce.

Puis, un homme que je ne connais pas a dit: "Marcelo, crois-tu que nous devrions nous lever les mains en l'air... Nous n'avons pas d'armes, je ne crois pas qu'ils nous fassent quelque chose". Et Don Marcelo a proposé de chanter l'hymne national. Le père Tumiri s'est levé et a demandé au nom de l'Eglise qu'ils ne tirent pas, que nous allions nous rendre, que personne n'avait d'armes. Ils lui ont ordonné de descendre immédiatement. C'est ce que nous avons fait: nous avons défilé, un à un, les mains sur la nuque; avant d'arriver à la rue, en descendant l'escalier de la COB, un homme lui a tiré dessus et il a dit à un autre - un de ces paramilitaires: "Non, pas celui-là". Marcelo Quiroga était devant moi; ils ont tiré sur lui. Je ne m'en suis pas rendu compte tout de suite. Ils m'ont enlevé mon sac; je suis restée accolée contre le mur et ils m'ont fouillée. Ils pensaient sûrement que j'avais des armes. A ce moment-là, un homme a dit: "Retue-le celui-là". Je me suis alors rendu compte; j'ai regardé au sol et j'ai vu Marcelo Quiroga. L'autre était mort. Il a eu une convulsion après la rafale, puis plus rien.

Mais Marcelo Quiroga était toujours vivant évidemment puisque l'autre disait de le retuer. Celui qui me fouillait a dit: "Non, je n'ai plus mon arme, je l'ai passée à l'autre". En fait, même si nous n'avions pas d'armes, aucune sorte d'armes, ils ont tué comme ça, de sang froid!

Je suis sortie dans la rue. Ils m'amenaient dans l'ambulance comme les autres mais j'ai aperçu un bâtiment où un enfant ouvrait une grille. J'ai vu une dame et je lui ai demandé de me laisser passer.

Je veux qu'on sache ce qui se passe; comme la situation politique est trop instable, on prend les gens, on les fait disparaître. Il faut être au courant qu'ils tuent de sang froid des gens désarmés. Ils peuvent bien prendre des citoyens en désaccord avec les idées de messieurs les militaires et les faire disparaître. Je veux que ceci soit un témoignage pour les familles... et pour toute la Bolivie. Qu'ils sachent quel genre de gouvernement ils vont avoir, non? S'ils arrivent à rester au pouvoir. Parce que c'est un honnête homme qu'ils ont assassiné; je ne connais pas l'autre, je ne pourrais pas dire qui il était. Selon moi, c'était un journaliste de "Presencia". Je ne peux rien affirmer car c'est la première fois que je viens ici, je ne connais pas beaucoup les gens. Ce sera tout.

- S'il-te-plaît, tu ne te rappelles pas de détails de la physionomie de celui qui a tiré?

- Oui, je me rappelle un peu. Ils avaient tous les cheveux courts, en général une chemise blanche; mais celui que j'ai vu tirer sur Marcelo et qui a passé l'arme à l'autre, c'était un petit aux cheveux crépus, au front large... oui, il était petit.

- Te rappelles-tu comment Marcelo était habillé?

- Il avait un veston gris, ou, c'est cela, gris. Le pantalon, je ne me souviens pas.

- Et sa chemise?

- Bleue, je crois.

- Lorsque tu es sortie, les corps sont restés là?

- Oui, sur le sol. En fait, j'ai dû les enjamber. Celui qui devait être un journaliste avait la tête en bas et Marcelo était par-dessus lui. Il était toujours vivant; je l'ai vu, et l'autre insistait pour qu'on le retue... "non, non", disait-il, "j'ai donné mon arme, je ne l'ai plus sur moi". Alors, je suis sortie et un monsieur m'a prise par le bras, un de ces paramilitaires, ou un des militaires, je ne sais plus. Il était en civil.

- Il étaient tous comme en uniforme, avec des pantalons foncés, n'est-ce-pas?

- Oui, c'était comme des uniformes. J'étais nerveuse et une chose a attiré mon attention: que tous avaient les cheveux courts, bien coupés; il avaient l'air de gens assez bien traités, même si je ne connais pas les habitudes et les traitements que l'on donne aux gens de La Paz, car, d'une province à l'autre, cela varie beaucoup, surtout venant de chez moi. Alors, je me suis approchée et j'ai dit à celui qui m'empoignait: "Je n'ai rien à voir avec tout cela". C'est là que je suis sortie. En fait, j'ai courru, j'ai monté la rue car j'avais très peur qu'il n'ait pas pitié de moi, de mes enfants; je suis mère de famille. Il y avait une porte, alors je suis rentrée. (Pleurs)

- Tranquilisez-vous.

- - - - -

Note de la rédaction: Mise à part cette description dramatique des événements du 17 juillet, beaucoup de témoignages confirment que Marcelo Quiroga Santa Cruz a été amené vivant à l'ambulance utilisée par les paramilitaires fascistes et ensuite conduit à l'état-major où il a été assassiné.

"En Europe, on parle officiellement du "coup de la cocaïne" de Garcia Meza"

Une analyse officielle définit le coup de Garcia Meza comme celui "de la cocaïne". Cette version vient du fait que depuis l'ascension au pouvoir - par un coup d'état - du Général Juan Pereda Asbin, tous les militaires auparavant enrichis dans le régime du dictateur Banzer, ont vu dans le trafic de la cocaïne une mine d'or à peine exploitée. C'est pourquoi un secteur de ces militaires s'est dédié exclusivement au trafic la drogue, aidé d'une clique et d'un appareil organisé pour soutenir ce commerce illicite.

Il est connu de tous que le ministre de l'intérieur de Banzer, le militaire Adett Zamora, a été pris en flagrant délit dans un opératif gigantesque de cocaïne. Il a alors été transféré à une ambassade.

Un autre trafiquant de drogue connu est M. Ricardo Sanjinés qui est aujourd'hui opérateur, annonceur, rédacteur, etc, de la télévision bolivienne; de même que l'annonceuse Rosario Poggi et son mari le chanteur de cabaret Toto Quezada.

La Radio Européenne, plus particulièrement celle d'Allemagne, prétend que le gouvernement de Garcia Meza n'est qu'une tentative désespérée de maintenir toute l'infrastructure du trafic de drogue qu'opère une équipe de militaire.

Un autre cas concernant cette immense chaîne de trafiquants est celui de l'assassinat de plusieurs personnes ayant été en contact avec les militaires en question.

Plusieurs fortunes - apparemment inexplicables - comme les avions de l'actuel ministre de l'intérieur, Luis Arce Gomez, sont rendues possibles par ce vil commerce.

Ces déclarations rendues officielles en Europe et aux Etats-Unis montrent clairement une opposition au régime, d'autant plus que le contrôle de ce trafic leur coûte presque cinquante fois plus d'argent que tout ce qui est envoyé comme "aide" à la Bolivie.

D'autre part, il est évident que le gouvernement n'a aucune chance de survie, malgré l'unique aide qu'il reçoit de l'Argentine. Celle-ci lui a fourni de l'aide sous la condition de recevoir le gaz bolivien qui lui est indispensable. L'aide des Argentins est manifeste, depuis l'assassinat de Quiroga Santa Cruz par des délinquants jusque dans le contrôle des programmes de télévision.

Les travailleurs ont décidé de ne pas suivre les instructions de Lechin, qu'il a données sous peine de voir son fils assassiné. Dans une autre intervention maladroite, Arce Gomez a obligé de façon sadique Juan Lechin à faire un appel aux travailleurs les enjoignant d'abandonner la lutte.

Cependant, toute la population a bien vu les bleus au visage de vieux leader de la COB, et selon l'information d'un des agents mêmes du département II, on a su que Lechin avait été menacé de la mort de son fils Claudio.

Les militaires sauront que le peuple n'est pas Juan Lechin et ils verront s'ils donnent les mêmes instructions aux dirigeants Simon Reyes et Marcelo Quiroga Santa Cruz.

Note importante: Ceci est une copie de l'original. Nous demandons à toute personne qui l'ait en sa possession de diffuser le texte.

POUR LA LIBERATION NATIONALE ET POUR UN TERRITOIRE LIBRE POUR NOS ENFANTS.

VIVE LA CENTRALE OUVRIERE BOLIVIENNE.

LA LUTTE SE POURSUIVRA JUSQU'A LA LIBERATION NATIONALE.

L'ESPERANCE D'AUJOURD'HUI SERA DEMAIN UNE REALITE LIBERATRICE.

(Aqui, journal local. Directeur: Rene Bascope Aspiazu.
La Paz, 21 juillet 1980 - Extra)

HOMMAGE AUX HEROS

TOMBES DANS LA LUTTE DE LIBERATION DE LA BOLIVIE

Le jeudi 17 juillet 1980, les groupes paramilitaires envoyés par le général Garcia Meza pour occuper la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.) ont froidement assassiné Marcelo Quiroga Santa Cruz, Premier Secrétaire du Parti Socialiste Bolivien (P.S.), polygraphe et dirigeant politique exceptionnel, trois fois candidat à la présidence, ex-Ministre des Mines et Pétrole et quatre fois élu représentant national.

On accomplissait ainsi avec une précision rigoureuse le plan des conseillers militaires Argentins requérant l'élimination de tous les dirigeants politiques, syndicaux et institutionnels du pays, comme tâche préliminaire à l'implantation d'un modèle fasciste destiné à écraser le processus démocratique bolivien.

La version officielle du crime faisait état d'une "mort au combat", formule laconique par laquelle les oppresseurs sont habitués à insulter l'intelligence et le sens commun du peuple.

Ni la presse, acculée, ni la famille désespérée n'ont pu voir le cadavre, encore moins le récupérer. De cette façon, on essaye non seulement de dissimuler le crime, mais également la façon dont il a été commis, souci qui caractérise les "démocraties inédites" du style Pinochet, Videla, Somoza, Stroessner et aujourd'hui leurs comparses boliviens. Pas de listes de blessés, ni de morts, ni de disparus.

Quiroga Santa Cruz a été le premier patriote sacrifié lors de l'assaut militaire du 17 juillet. Tous ceux qu'il avait démasqués et dénoncés courageusement, c'est-à-dire tous ceux qui spéculent avec l'héritage national, les traîtres, les contrebandiers; ceux qui profitent de l'endettement du pays, bref, les exploités de la nation, avaient depuis longtemps planifié sa disparition. Ils haïssaient son intelligence, son incorruptibilité, et la dénonciation constante qu'il faisait du sacage de la Bolivie. Son ascendance auprès du peuple les exaspérait, le voyant en seulement deux ans capter un pourcentage important de l'électorat bolivien.

Tout bolivien prêt à dévoiler notre histoire, à briser notre dépendance et à exposer la vérité sur l'origine et la nature des intérêts qui asphyxient le peuple, mérite le respect et la reconnaissance la patrie. Marcelo Quiroga Santa Cruz a été un de ces hommes, en contraste frappant avec la tradition intellectuelle de servilisme auprès de chaque dictature nouvellement établie.

Les putschistes qui ont méconnu tous les droits des citoyens le 17 juillet sont aujourd'hui fiers d'eux-même, croyant naïvement qu'en tuant un lutteur comme Quiroga Santa Cruz, ils ont du même coup maté tout un peuple. Ce qu'ils ignorent, c'est que ce peuple ne saurait être vaincu tant qu'il y aura un seul Bolivien capable de faire valoir la pensée, l'intégrité et le courage de ceux qui luttent parce qu'ils ont pris conscience de la misère et de l'exploitation de leur peuple. Les paysans, les mineurs, les gens de classe moyenne qui ont connu la lutte qu'a mené Santa Cruz et écouté ses paroles, sauront les garder vivantes et les projetteront dans les tâches qu'exige la libération.

En ces moments où le peuple bolivien s'apprête à livrer une nouvelle bataille pour la récupération de ses libertés et de son droit à se gouverner, Marcelo Quiroga Santa Cruz reste présent, avec ses paroles, son sacrifice personnel, son effort pour organiser les forces démocratiques, ce qui l'identifie définitivement avec les grandes majorités dépourvues de notre pays et avec l'histoire de la libération nationale. L'Unité Démocratique et Populaire (UDP) salue en lui le peuple et sa capacité à défendre sa souveraineté sans jamais renoncer à sa liberté.

Hernan Siles Suazo

Antonio Arranibar Quiroga

LES DROITS DES BOLIVIENS SONT AUSSI DES DROITS HUMAINS

Le Comité de solidarité avec le peuple bolivien, en hommage à Marcelo Quiroga Santa Cruz, reproduit dans ce bulletin l'intervention qu'il a faite devant le Sénat des Etats Unis le 27 septembre 1977. Ce document garde cependant toute son actualité.

Avant d'analyser la politique extérieure des Etats-Unis en relation avec la défense des Droits humains, nous devons nous demander si tous les participants de cette réunion ont la même définition des droits humains. A quoi faisons-nous référence quand nous parlons des droits humains? Ce qui a déjà été exposé ici laisse entendre que les droits humains sont de caractère spécifiquement individuels, conformes aux traditions d'une société libérale. Mais c'est le moment de rappeler qu'aucun des droits universellement attribués à l'individu, comme cellule de la société, ne furent jamais conquis, aussi loin que nous remontons dans l'histoire de l'homme, par l'action isolée d'une personne; ils sont le résultat d'héroïques actions collectives, de la lutte des peuples pour arriver à des formes plus justes de consensus social. C'est de cette dimension sociale des droits humains en Amérique latine, en général, et en Bolivie en particulier que je voudrais parler aujourd'hui.

Avant de le faire, je vous demanderais compréhension et tolérance. Il me serait très agréable de ménager les sentiments personnels des intervenants de cette réunion quoique personne ne doive ignorer que nous sommes ici non pas pour juger de la conduite individuelle des fonctionnaires publics mais de la nature politique des régimes des gouvernements impliqués dans la problématique proposée, des causes déterminantes d'une politique anti-démocratique d'ordre national et international. Mais ma conscience et mes principes m'obligent à exprimer le fond de ma pensée.

Pour juger de la politique contraire aux droits humains pratiquée par les régimes militaires fascistoïdes d'Amérique latine, nous devons nous situer au-delà de l'anecdote. Si nous voulons que cette réunion ait quelque utilité, nous devons éviter de rendre compte des aspects épisodiques, douloureux, il est vrai, comme les listes de personnes torturées, assassinées, exilés. Nous reoignons à donner les noms des coupables ou des lieux de torture ou d'emprisonnement. Ce n'est pas nécessaire. Quiconque, avec quelques informations sur la réalité de nos pays, et encore moins un fonctionnaire américain, ne peut ignorer qu'en Bolivie les droits humains fondamentaux sont violés. De plus, je ne cède pas à la curiosité morbide des pays capitalistes, pareils au bourgeois religieux qui exige du mendiant, sous le portail de l'église, l'exhibition de quelque membre amputé ou de quelque difformité pour toucher son coeur. Je refuse de montrer ici les cicatrices de mon peuple.

Pour nous, boliviens, comme pour tous les peuples d'Amérique latine, l'important n'est pas de faire le compte détaillé des actes violant les droits humains ni de mentionner les acteurs impunis, mais de signaler les causes et les objectifs d'une politique fondée sur la violation des droits humains. Nous ne pensons pas seulement aux droits, comme celui du caractère privé de la correspondance et des communications téléphoniques, qui puissent avoir une véritable importance pour les pays centraux du sys-

tème capitaliste; nous ne pensons pas aux seuls droits qui servent la défense des libertés individuelles. Dans une zone de dépendance et de sous-développement, les droits prioritaires, fondamentaux, sont de nature sociaux, comme le droit à la vie menacée par la malnutrition, le droit à la défense des intérêts des classes opprimées, le droit à l'existence indépendante et à la pleine souveraineté des pays subordonnés.

Nous cherchons les causes déterminantes de cet ordre politique régressif qui assombrit le Cône Sud de l'Amérique latine. Il ne s'est pas passé tellement d'années depuis la fin de la seconde guerre mondiale pour que le peuple américain ait oublié cette épouvantable expérience que fut le fascisme en Europe. Aucun Américain ne peut se tromper au point de croire que les fours crématoires, qui servirent à l'extermination d'une race proscrite, n'existent qu'à cause de la folie d'Adolf Hitler. De la même façon, il serait toute aussi irréfléchi de la part du peuple américain de croire que les gouvernements du Cône Sud sont dirigés par des psychopathes, par des gens pathologiquement portés à l'usage de la violence, par des tortionnaires à la recherche de renseignements, par des sadiques. Les meneurs de ce massacre institutionnalisé, malgré leurs hautes fonctions exécutives, sont les instruments d'une politique cohérente, d'un projet lucide qui a ses causes et ses buts que nous devons chercher à connaître — je me propose donc, cet après midi, dans le peu de temps dont je dispose, de les identifier et à leur lumière d'exprimer mon opinion sur les principales questions qui sont ici débattues.

Le moment est arrivé de dire que les droits du peuple bolivien sont aussi des droits humains. Je le dis parce qu'il est facilement perceptible que l'opinion publique internationale est induite à penser qu'il n'y aurait qu'un ou deux pays où l'étendue de la répression atteindrait des niveaux exceptionnels, que ce serait uniquement dans ces pays qu'il y aurait violation systématique des droits humains. Permettez-moi une comparaison: il y a eu une tuerie universellement répudiée et que l'opinion démocratique américaine a condamnée, que l'histoire a retenue sous le nom de My Lai. Nous ne permettons pas que le Chili soit le My Lai latino-américain. Mon exhortation recherche deux objectifs: arrêter la tuerie au Chili, mais aussi empêcher que l'on confonde Chili et Amérique Latine, que l'on croie que la diminution ou l'arrêt éventuel de la torture au Chili s'applique à toute l'Amérique latine. De même que dans la personne de Calley, c'était toute une conception de la politique extérieure qui était assise sur le banc des accusés; ainsi dans la personne de Pinochet, c'est un système économique, social et politique que nous accusons. Mais qu'on ne dise pas que le jour où Pinochet sera remplacé, la démocratie et la liberté seront réinstaurées au Chili et en Amérique latine. Que l'expulsion de la fante majeure ne fasse pas oublier les crimes mineurs en les laissant impunis en leur permettant de continuer.

Le Chili n'est pas le seul pays où les droits humains sont violés. Et les raisons pour lesquelles on les viole là,

sont les mêmes pour lesquelles on les foule au pied dans tous les pays d'Amérique latine.

Le gouvernement de Bolivie, présidé par le général Banzer présent ici, à Washington, il y a quelques semaines, est issu d'un coup d'Etat militaire exécuté, avec l'aide notoire d'une intervention étrangère, le 21 août 1971. L'objectif évident du coup était l'arrêt brutal d'un processus populaire et révolutionnaire. Il était indispensable de renverser un gouvernement, comme celui du général Torres, qui était le fruit de ce processus et qui exprimait partiellement les aspirations démocratiques de ce mouvement. Ainsi le coup d'Etat dirigé par Banzer en Bolivie, avec les modalités imposées par les particularités du développement politique bolivien, remplissait la même mission que celle exécutée en 1964 par les militaires brésiliens qui renversèrent Goulart, la même que celle exécutée en 1973 par les militaires chiliens qui renversèrent Allende; il en fut de même en Uruguay, et en Argentine. Je suppose que personne d'entre vous n'ignore pourquoi le grand bras de la répression fascistoïde d'Amérique latine s'est étendu jusqu'ici, à Washington, avec une facilité et une impunité qui devrait inciter les secteurs démocratiques de ce pays à un sérieux examen (je me réfère à l'assassinat de l'ex-ministre Letelier); pourquoi les dictatures militaires du Cône Sud se sont donné de concert, la tâche d'exterminer les adversaires du nouvel ordre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il y a depuis quelques années une internationale du crime politique qui persécute, capture et exécute pour le compte d'autrui. Le général Torres fut une de leurs victimes, comme le furent le général chilien Prats, et les parlementaires uruguayens Michelini et Gutiérrez, tous les deux assassinés en Argentine avec l'évidente complicité des autorités de ce pays.

DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE A LA DICTATURE BOURGEOISE

Le coup militaire dirigé par Banzer atteint, en Bolivie, les mêmes objectifs que ceux des militaires brésiliens, uruguayens, chiliens et argentins dans leurs pays respectifs et lors d'occasions différentes. Ils ont tous proposé et obtenu la suppression de la légalité en vigueur lorsqu'elle a cessé d'être une garantie de permanence du pouvoir des secteurs minoritaires, malgré son caractère restrictif d'alors, et qu'elle est devenu un instrument incapable de réprimer la majorité nationale. C'est le moment qu'ont choisi les classes privilégiées pour mettre fin aux formes démocratiques de consensus social que le peuple leur avait arrachées par de grands et héroïques moments de lutte et pour les remplacer par des formes dictatoriales d'exercice du pouvoir. C'est dans ce contexte que doit être analysée la question des droits humains. Alors la situation n'apparaît pas comme une forme transitoire d'anormalité, comme une aberration circonstancielle due à l'âme coléreuse d'un dictateur, mais comme le résultat inévitable de la condition minoritaire des secteurs sociaux dont les intérêts sont représentés et défendus par les Forces Armées. Nous comprenons maintenant pourquoi les politiques économique, sociale et internationale sont développées pour ces secteurs et qu'elles sont absolument contraire aux intérêts populaires et nationaux des pays respectifs.

LE RESULTAT D'UN SIECLE ET DEMI DE DOMINATION

Je voudrais passer, maintenant, des affirmations aux preuves, et vous présenter un résumé de la réalité sociale bolivienne

après 150 ans de domination de ces classes privilégiées, état qu'elles veulent perpétuer. A La Paz, la capitale, seulement 4.800 familles ont un revenu mensuel de 600 dollars ou plus. La majorité des familles gagnent entre 75 et 100 dollars et 4 pour cent de la population survit avec un revenu mensuel de 25 dollars. La moyenne nationale du revenu per capita est de 30 dollars par mois; et à la campagne où vit 66 pour cent de la population, le revenu mensuel est de seulement 8 dollars par mois. Il paraît impossible de survivre avec un revenu moindre et pourtant la politique salariale du gouvernement se propose de réduire encore plus le niveau des rémunérations réelles. Les salaires du secteur manufacturier ont été réduits de 25 pour cent, entre 1971 et 1976. Le sous-emploi de la force de travail atteint 30 pour cent. Il résulte de tout cela, entre autres choses, un exode massif vers d'autres pays, de la population en âge de travailler. Vingt-cinq pour cent des boliviens vivent hors du pays. Un bolivien sur quatre a émigré pour gagner son pain. Et ceux qui émigrent sont des travailleurs qualifiés, techniciens et professionnels, alors que le pays ne forme que 17 pour cent de la main-d'oeuvre qualifiée dont il a besoin.

La politique du régime Banzer, pour couvrir le déficit, consiste à importer de la main-d'oeuvre étrangère à qui il offre des primes qu'il refuse aux boliviens. La conséquence de cette politique irrationnelle est d'augmenter le chômage et le sous-emploi alors que se continue l'émigration de la main-d'oeuvre qualifiée formée en petit nombre.

Passons maintenant à d'autres conséquences de la faim. Si l'exode des chômeurs nous paraît explicable, comment s'étonner que les enfants quittent l'école pour aller travailler? On comprend mieux alors, pourquoi 55 pour cent de la population est analphabète et que seulement 30 pour cent de la population enfantine de la campagne, où vit la majorité de la population, bénéficie de services pédagogiques. Comment s'étonner de voir augmenter les pourcentages d'abandons scolaires pour chaque cycle d'études? Quand Banzer prit le pouvoir en 1971, l'abandon scolaire, dans les villes, était de 9,7 pour cent au primaire; en 1972, il atteint 21,2 pour cent et en 1973, 21,6 pour cent. Cela n'est vrai que si nous ne comptons que les élèves qui s'inscrivent puis abandonnent. Mais si nous ne regardons que les taux d'inscriptions, l'abandon scolaire, pour 1973, est de l'ordre de 30 pour cent. C'est encore pire pour le secondaire, dans les villes: en 1971, 31,6 pour cent abandonnent et un an après, 35,8 pour cent.

Sur la question du logement, nous pouvons dire qu'elles ne sont pas rares les zones urbaines où deux personnes se partagent 1,40 mètres de superficie. De plus, seulement 43 pour cent de la population urbaine dispose d'eau potable, la proportion tombe à 4,1 pour cent dans les campagnes. Et pourtant, le problème de l'eau potable apparaît comme insignifiant, les problèmes scolaires et du logement sont secondaires, la désertion scolaire est une question superflue quand on sait que la population bolivienne consomme un nombre de calories de 20 pour cent en dessous d'un minimum acceptable. En 1970, le niveau de consommation était de 1.834 calories, et depuis, la tendance est à la baisse.

PARLONS DE CEUX QUI MEURENT

Mais je parle de ceux qui vivent dans ces conditions d'extrême indigence, de ceux qui survivent à ce lent, silencieux et implacable génocide institutionnalisé. Et maintenant, parlons de ceux qui meurent. La Bolivie est, comme vous le savez, un pays

LES PREUVES DE L'INTERVENTION AMERICAINE

L'Agence Internationale de Développement (A.I.D.) soutient que la dénommée "aide américaine" (une expression qui désigne les prêts non-remboursables comme crédits conditionnels et à des taux d'intérêt inférieurs au marché), depuis 28 ans, est, en moyenne, de 18,5 millions de dollars par année. Comparez cette moyenne aux 300 millions que le gouvernement a emprunté entre 1971 et 1977, et vous constaterez qu'il n'y a aucune commune mesure dans les taux d'accroissement de la dette extérieure de la Bolivie. Banzer dispose d'un flux financier de cent fois supérieur à tout ce qu'a reçu la Bolivie en un quart de siècle. Et la plus grande partie de ces crédits, comme on peut se l'imaginer, provient du gouvernement américain ou grâce à sa intervention décisive. Citons un cas d'intervention chez les organismes internationaux de crédit. La Banque Interaméricaine de Développement (B.I.D.) a prêté à la Bolivie, jusqu'au 31 décembre 1975, la somme de 293,5 millions de dollars. De cette somme, seulement 20 pour cent provient des dénommés "ressources ordinaires", le 80 pour cent restant n'était mis à la disposition de Banzer que si le gouvernement américain donnait son accord, par une sorte de droit dévoté dont il dispose sur l'usage des fonds "spéciaux". Que l'appui financier offert à Banzer fut exceptionnel, la preuve en est que la B.I.D., jusqu'à 1971, a prêté à la Bolivie 74 millions de dollars et qu'elle a élevé cette somme à 300 millions de dollars en seulement six ans. En une année, en 1977, la B.I.D. a approuvé des crédits additionnels de 300 millions de dollars pour les trois prochaines années.

Voyons maintenant du côté de la Banque mondiale. Depuis son origine jusqu'en 1976, la Banque mondiale a accordé des crédits totalisant 150 millions de dollars. Mais en seulement deux années, 1975 et 1976, elle a approuvé des crédits qui correspondent à 60 pour cent du total accumulé jusqu'alors. Sous les auspices d'un groupe consultatif de la Banque, ce qui est rare à Paris, le gouvernement Banzer amorçe un nouveau style de gestion afin d'obtenir un crédit de 3.100 millions de dollars.

Pour que vous formiez une idée plus précise de la grandeur de l'appui économique apporté par le gouvernement américain au gouvernement Banzer, je crois nécessaire de présenter des termes de comparaison internationaux. Quand Banzer est arrivé au pouvoir, la dette extérieure de la Bolivie, accumulée pendant toute son histoire, n'excédait pas 500 millions de dollars. A la fin de 1977, elle atteignait 2 milliards. Comparons maintenant cette augmentation avec l'accroissement de la dette extérieure du Chili, dont le gouvernement, fruit de la politique d'intervention nord-américaine dans nos pays, a reçu, lui aussi, un appui décisif du gouvernement nord-américain. Le Chili devait, à la chute d'Allende, 2 milliards de dollars; aujourd'hui sa dette extérieure tourne autour de 4 milliards. L'augmentation fut de cent pour cent. L'augmentation de la dette bolivienne fut, elle, de 400 pour cent. Un autre exemple; afin de montrer le poids de la dette extérieure sur l'économie nationale, c'est de mettre en relation le paiement de la dette et la balance des paiements du pays. Le Brésil, comme vous le savez, est le pays le plus endetté, en termes absolus, non seulement de l'Amérique latine mais aussi de ce qu'on appelle le Tiers Monde. Sur cinq dollars que le Tiers Monde doit aux Banques nord-américaines, le Brésil en doit \$1. Sa dette extérieure, à la fin de 1977, était approximativement de 27 milliards de dollars. Comme le Brésil exporte, annuellement, une valeur de 14 milliards, sa dette représente le double de la valeur de ses ventes à l'extérieur. La situation de la Bolivie est, sans aucun doute, beaucoup plus difficile.

Elle exporte, annuellement, environ \$600 millions et elle doit

minier. Au Pérou, 4 pour cent des mineurs sont atteints de silicose, une maladie pulmonaire typique de ce genre de travail. En Bolivie, 25 pour cent des mineurs souffrent de cette affection sans que les classes dominantes et son gouvernement n'éprouvent une quelconque compassion. Cette même insensibilité se reflète dans la répartition du budget du Ministère de la Santé. Seulement 10 pour cent des sommes de ce ministère sont dirigés vers les régions rurales, là où vit 66 pour cent de la population. Mais le budget lui-même décroît constamment: en 1972, il ne représentait plus que 1,7 pour cent des dépenses. Le pays compte six médecins pour 10.000 habitants, 2,9 dentistes pour 10.000 habitants; 22 ingénieurs sanitaires en tout. L'assistance sociale ne répond au besoin que de 19 pour cent de la population. Un Bolivien sur cinq, pas plus, vit des allocations d'une assistance sociale déficiente. Et ces privilégiés relatifs reçoivent une allocation de seulement quatre dollars par mois. Mais si nous divisons le budget de l'assistance sociale par le nombre de la population, la somme par tête d'habitant ne serait pas supérieure à 0,80 dollars par mois. Et la faillite de l'assistance sociale nous fait lever le coeur quand nous pensons aux malades sans assistance et à ceux qui meurent de faim. 75 pour cent de la population bolivienne souffre de malnutrition. L'espérance de vie des Boliviens habitant les villes est de 45,6 années, celle des paysans ne dépasse pas 35 ans. 50 pour cent de la population a moins de 15 ans. La mortalité infantile est de 18 pour cent, et 15,7 pour cent des nouveaux-nés meurent avant d'atteindre l'âge d'un an.

C'EST POUR CELA QUE LES DROITS HUMAINS SONT VIOLES

Ce sont là les fruits d'une politique que le gouvernement Banzer présente comme une réussite; ce sont là les résultats dont font l'éloge les fonctionnaires internationaux complices de la dictature quand ils visitent mon pays. Ici il n'y a pas d'eau potable, mais il y a des embouteilleurs de Coca-Cola; ici il n'y a pas de toits en nombre suffisant pour la population mais les gratte-ciels de la classe riche ou les hôtels de luxe des entreprises transnationales remplissent d'orgueil le gouvernement; ici, il n'y a pas de médicaments pour les malades, ni suffisamment de lait pour les enfants, mais un dollar sur dix produit en ce pays sert à l'importation d'automobiles élégantes; d'ici s'enfuit le quart de la population, faute de travail, et la misère tue deux enfants sur dix, mais Banzer offre une partie du pays aux racistes rhodésiens. Comment un gouvernement responsable de tels résultats ne serait-il pas impopulaire? Comment ne serait-il pas minoritaire? Comment ne serait-il pas un régime de force pour se maintenir contre la volonté populaire? Comment pourrait-il respecter les droits humains d'association, de liberté politique, de liberté d'expression si l'exercice de tels droits servait à la dénonciation de la violation du droit humain fondamental qu'est le droit à la vie?

Maintenant, après ce que je viens de dire, nous comprenons mieux pourquoi en Bolivie on dépense 8 dollars, par année, pour chaque étudiant et 955 dollars, par année, pour un soldat; 22 dollars pour chaque élève et seulement 7 dollars pour chaque malade.

Cependant, l'emploi de la force répressive n'arriverait pas à soumettre les peuples si les gouvernements, comme celui de Banzer, ne disposait pas d'un appui international. Le gouvernement américain est celui qui a apporté et apporte la plus grande aide au régime dirigé par Banzer. Et ce n'est pas une affirmation sans preuve. Je veux vous présenter les preuves objectives de cet appui exceptionnel.

approximativement trois fois et demie cette somme. Ainsi, en termes relatifs, en tenant compte des facteurs comparatifs décrits, la Bolivie a reçu une caution économique internationale supérieure au Brésil et l'hypothèque de son économie est, aussi, supérieure. La dette extérieure de la Bolivie croît, sous le gouvernement de Banzer, à un rythme annuel de presque 80 pour cent, un rythme d'accroissement qui surpassera en vingt ans celui de l'augmentation du Produit National Brut. En 1971, le poids de la dette extérieure sur l'économie représentait une valeur de 100 dollars par tête d'habitant. Aujourd'hui, elle représente une valeur de 400 dollars par tête d'habitant, une somme égale aux revenus de cinq années de la majorité de la population bolivienne. Le sort du brésilien est moins mauvaise. Il doit 270 dollars, presque la moitié de ce que doit le bolivien, le peuple le plus pauvre d'Amérique latine, excepté Haïti. Demandons-nous maintenant à quoi a servi cet important transfert de ressources et, surtout, pourquoi a été fournie l'aide économique décrite; quels objectifs le gouvernement nord-américain poursuivait-il lorsqu'il fit du gouvernement de Banzer le favori de son appui international ? Il n'est pas inutile de rappeler l'affirmation de l'ambassadeur américain, le lendemain du coup d'Etat, lorsqu'il a remis un chèque à Banzer, comme geste initial de l'aide offerte par son gouvernement; Siracusa disait à cette occasion: "Maintenant, s'ouvre l'opportunité de nous servir mutuellement". Il est facile de comprendre que déjà, dans la première année du gouvernement militaire, les Etats-Unis ont octroyé une aide économique comparable à 10 pour cent de toute la dette extérieure de la Bolivie accumulée pendant toute son histoire, que USAID a accordé une aide, entre 1971 et 1975, équivalente à 30 pour cent de toute la dette extérieure de l'histoire nationale.

Ce n'est pas le moment et je n'ai pas le temps de faire le détail des détournements réalisés à partir des fonds provenant de l'aide américaine dont nous avons parlé. Mais un petit exemple, de ce qui est arrivé avec une Banque d'Etat créée pour favoriser la production agricole, la Banque Agricole de Bolivie. La dette totale que cette banque a contractée à l'extérieur, près de 50 millions de dollars, est égale à la somme des prêts qu'elle a faits à des personnes alliés ou proches du régime Banzer, somme que la banque elle-même considère comme non-recouvrable à cause de l'insolvabilité réelle ou frauduleuse des emprunteurs. Cela suffit à illustrer l'orientation générale du crédit et des détournements réalisés à partir du crédit extérieur; ce crédit ne sert qu'à consolider et à accroître le pouvoir économique et politique des secteurs hégémoniques de la classe propriétaire, à aisier et à développer l'exploitation et la faim des travailleurs et des paysans et à appauvrir les classes moyennes de la population.

LA SOLVABILITE DE L'EMPRUNTEUR

Quel est la raison de l'appui économique sans précédents accordé par le gouvernement américain au régime Banzer? Devons-nous le chercher au niveau des critères de solvabilité de l'emprunteur, comme le ferait tout banquier pour qui, seul compte les capacités de payer de l'emprunteur? Il est clair que non, parce que non seulement les banques ne se contentent pas de ces critères, encore moins quand il s'agit d'un gouvernement et en particulier du gouvernement américain, qui exerce son leadership sur le monde capitaliste et qui contrôle cette région capitaliste arriérée et subordonnée, mais encore parce que, si on parle en terme de solvabilité, l'économie bolivienne ne repose pas sur des bases solides et qu'elle n'offre pas de grandes possibilités d'avenir. En effet, si nous portons attention aux deux richesses

fondamentales de notre économie, les mines et les hydrocarbures, qui ensemble composent 90 pour cent de la valeur totale des exportations, nous voyons que la hausse exceptionnelle des prix internationaux, en particulier ceux de l'étain (de 0,50 dollars la livre fine en 1971, à 5,00 dollars) qui ont permis d'accroître la marge de rentabilité de l'entreprise d'Etat COMIBOL, productrice des deux tiers du tonnage bolivien, malgré l'accroissement quasi vertical des coûts de production, la hausse des prix, dis-je, n'est qu'un fait de conjoncture. Comme vous le savez, le gouvernement américain, par l'intermédiaire de sa General Service Administration, qui est responsable des réserves d'étain, peut, selon ses besoins, mettre sur le marché un plus grand volume de ce minerai et influencer sur la baisse les cours. La situation des hydrocarbures n'est pas meilleure. Quand Banzer prit le pouvoir, la Bolivie produisait environ 50.000 barils par jour et sa consommation interne était de 13.000 barils, environ 38.000 barils trouvaient preneur sur les marchés internationaux au prix exceptionnel de 15 dollars alors qu'en 1971, il n'était que de \$2,50, pas plus. Aujourd'hui, si la consommation nationale est de l'ordre de 22.000 barils par jour, la production est tombée à 31.000 barils. Une variation quelconque de ces facteurs (diminution des volumes d'exportation ou des prix internationaux) suffit à montrer que la capacité de payer du pays, à cause de sa condition de mono-exportateur de richesses naturelles non-renouvelables, s'en trouve affectée de manière irrémédiable. Et si cela arrive, la somme destinée au paiement de la dette extérieure et des intérêts, qui déjà aujourd'hui représente de 20 à 25 pour cent de la valeur de nos exportations, ampute durement les revenus nationaux, aggravant le sous-développement et la dépendance.

POURQUOI LE GOUVERNEMENT AMERICAIN SOUTIENT-IL BANZER?

Pourquoi alors, le gouvernement des Etats-Unis se montre-t-il tellement intéressé à appuyer économiquement le gouvernement de Banzer?

(Interruption)... On me prie d'écourter mon intervention. Bien malgré moi je le ferai, bien que je ne puisse terminer sans expliquer pourquoi, sur la question des droits humains, j'ai apporté devant vous cette tragique synthèse de la réalité sociale et économique de mon pays. Comme je le disais au début de mon intervention, les gouvernements qui violent les droits humains, ne le font pas à cause d'une inclination perverse du chef de gouvernement. La méconnaissance des droits et libertés fondamentales de l'homme est, pour ces gouvernements, une nécessité imposée par leur condition minoritaire; elle est le résultat de l'orientation anti-populaire et anti-nationale de leur politique; elle se définit, en dernier essort, autant par l'appui au régime des forces économiques internes, que par celui des forces économiques et politiques internationales. Et ceux-ci, ayant à leur tête les U.S.A., pèsent décisivement pour imposer un état de dépendance à un pays d'une extrême vulnérabilité externe. Ainsi, l'aide que le gouvernement américain a accordée et qu'il continue d'accorder, ne s'explique guère par un penchant immotivé aux gouvernements forts, mais bien par la nécessité qu'ils ont de soutenir les régimes qui remplissent la tâche d'administrer leurs intérêts continentaux, dans cette nouvelle phase de développement politique mondial où l'Amérique latine prend une nouvelle signification stratégique pour les U.S.A., comme région de sécurité nationale et comme dernière réserve de richesses naturelles stratégiques dont ils ont besoin et dont ils ne peuvent se passer.

QUE LE GOUVERNEMENT AMERICAIN SE RETIRE DE BOLIVIE.

Ici, se trouve l'explication finale: les Etats-Unis sont le principal soutien international de ces régimes parce que ceux-ci assument la défense des intérêts de ceux-là. Bien que nous apprécions l'invitation d'étudier la politique de l'administration Carter sur les droits humains et que nous connaissons l'importance de cet événement, nous ne sommes pas venus ici pour demander au gouvernement Carter d'intervenir dans nos pays pour la défense des droits humains. Si nous le faisons nous reconnaitrions que la violation des droits humains n'est pas un effet des causes liées aux intérêts internationaux des Etats Unis. Nous admettrions que le gouvernement des Etats-Unis serait non seulement un tribunal impartial, mais encore doté de l'autorité morale indispensable pour réclamer le respect des droits humains fondamentaux. Et nous sommes convaincus du contraire. En somme, nous trahirions notre lutte pour le respect de la souveraineté et de l'indépendance nationales. Ce que nous sommes venus demander au gouvernement américain, ce que nous réclamons de lui, c'est qu'il n'intervienne plus, qu'il cesse d'intervenir (applaudissements) parce que c'est son intervention économique et politique qui est le fondement de ces pratiques fascistoïdes, barbares, qui éliminent les libertés et les droits humains.

DROITS HUMAINS ET LIBERATION NATIONALE: UNE SEULE LUTTE.

Et pour conclure, on a parlé qu'aujourd'hui des secteurs démocratiques et plus sensibles du gouvernement américain sont pour la recherche d'une alternative démocratique dans nos pays: une alternative qu'on a l'habitude d'appeler la "démocratie viable". Sur ce, nous devons dire, le plus clairement possible, que le dit projet a pour but d'éliminer les formes les plus aberrantes de répression mais aussi de préserver le caractère anti-populaire et anti-national de ces régimes, en rétablissant certaines formes de légalité institutionnelle, en en supprimant d'autres, en une sorte de fiction constitutionnelle qui assurerait continuité aux régimes que désavoue la conscience démocratique du monde et qui serait une parodie d'une authentique démocratisation de la vie nationale.

Le gouvernement américain n'a pas à se soucier de chercher des alternatives de gouvernement pour nos pays. C'est une préoccupation exclusive à nos peuples. Nos peuples exigent qu'on ne viole pas le droit humain fondamental qui est le droit à la vie non seulement celui des personnes mais aussi des nations, dans leur souveraineté, dans leur indépendance, comme les maîtres absolus de leur propre destinée. Pour nous, la lutte pour le respect des droits humains est la même que la lutte pour l'indépendance et la libération de nos peuples. De leur triomphe, surgira une authentique démocratie. Merci.

T A B L E D E S M A T I E R E S

PRESENTATION

Bolivie - pays de contrastes données générales	1
Bolivie: l'affrontement par Yvon Le Bot, Le Monde Diplomatique.	5
Message aux Boliviens - Juillet 1980 Hernan Silez Suazo et Antonio Aranibar Quiroga.	8
Création du Gouvernement d'Unité Nationale Août 1980	11
La Centrale ouvrière bolivienne au peuple bolivien	15
Réactions à l'étranger - manifestations et déclarations à travers le monde	17
Coupures de journaux - la "question de la cocaïne"	23
Témoignage d'un témoin de l'assassinat de Marcelo Quiroga Santa Cruz - journal Aqui	28
Hommages aux héros tombés dans la lutte de libération de la Bolivie - Hernan Silez Suazo et Antonio Arranibar Quiroga	33
Les droits des Boliviens sont aussi des Droits humains - intervention de Marcelo Quiroga Santa Cruz devant le Sénat des Etats-Unis	35